

# Les modules Gouvernance, Paix et Sécurité dans un cadre harmonisé au niveau de l'Afrique (*GPS-SHaSA*) : développement d'une méthodologie d'enquête statistique innovante

M. Razafindrakoto  
F. Roubaud<sup>1</sup>

---

Cet article porte sur une expérience en cours en matière d'élaboration de statistiques sur la gouvernance, la paix et la sécurité (GPS) à l'échelle de l'Afrique. La méthode consiste à greffer sur des enquêtes socio-économiques auprès des ménages des modules spécifiques sur ces thématiques. Après un rappel historique sur la montée progressive du concept de gouvernance et les premiers défis de sa mesure, la présentation du nouveau contexte international montre l'importance des enjeux et l'opportunité aujourd'hui de consolider une méthodologie de collecte de données sur la gouvernance, la paix et la sécurité. Cette contextualisation permet de souligner l'intérêt et la possibilité de développer un dispositif harmonisé d'enquêtes conduites par les Instituts Nationaux de la Statistique, qui puisse être institutionnalisé dans le cadre d'une initiative continentale. L'article explicite les principales options méthodologiques retenues avant de dresser un premier bilan des premières opérations de terrain menées à titre pilote dans une dizaine de pays. Quelques résultats empiriques viennent illustrer la pertinence et la portée analytique des modules *GPS-SHaSA*.

---

## Introduction

La consolidation des institutions démocratiques est un enjeu majeur dans les pays en développement (PED). Ça l'a évidemment toujours été, mais ce n'est que récemment que les économistes l'ont intégré comme une dimension à part entière de leur programme de recherche. Les printemps arabes sont venus confirmer l'urgente nécessité de s'y atteler, conduisant les institutions internationales à le reconnaître officiellement, y compris la Banque mondiale en 2011 par la voix de son Président. L'agenda post 2015, et le passage des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) aux

Objectifs de Développement Durable (ODD) a servi de catalyseur focalisant l'attention sur la qualité des institutions et la gouvernance. Cet intérêt renouvelé pour ces questions, auxquelles sont venues se greffer les thématiques liées à la paix et à la sécurité, pour lesquelles les progrès étaient loin d'être avérés, au contraire, a alimenté un impérieux besoin de mesurer, de suivre et d'évaluer.

Pour répondre à ce formidable appel d'air et remplir un vide, les bases de données internationales se sont multipliées. Toutes sortes d'institutions se sont lancées sur le marché des indicateurs de gouvernance, paix et sécurité (donateurs, centres de

---

<sup>1</sup> Mireille Razafindrakoto, Directrice de Recherche, IRD-DIAL, [razafindrakoto@dial.prd.fr](mailto:razafindrakoto@dial.prd.fr) ; François Roubaud, Directeur de recherche, IRD-DIAL, [roubaud@dial.prd.fr](mailto:roubaud@dial.prd.fr).

recherche, fondations, ONG, entreprises privées), avec des méthodologies plus ou moins transparentes et contestables. Les chercheurs de DIAL ont été parmi les pionniers dans ce domaine, en investissant ce front, notamment à travers la réalisation d'enquêtes spécifiques sur la gouvernance et la démocratie (la première à Madagascar en 1995).

L'objet de cet article est de présenter une expérience en cours en matière d'élaboration de statistiques GPS à l'échelle de l'Afrique. L'initiative *GPS-SHaSA*, qui s'inscrit dans le cadre de la Stratégie d'Harmonisation de la Statistique en Afrique, vise à développer des instruments de mesure, à les expérimenter et à les institutionnaliser. A destination des instituts nationaux de la statistique (INS) des pays du continent, elle est coordonnée par l'Union Africaine, avec le soutien institutionnel et financier du PNUD et l'appui scientifique des auteurs. Parmi les outils proposés, nous nous intéressons ici aux modules GPS, qui reprennent le principe de la greffe d'enquêtes mis au point par les auteurs et rodés sur le terrain depuis deux décennies. Il s'agit d'explicitier les enjeux, les options méthodologiques retenues et les premiers résultats de cette initiative. Les données empiriques mobilisées dans cet article sont très récentes et n'ont pas encore fait l'objet d'une véritable exploitation, que ce soit du point de vue méthodologique ou analytique.

La première partie de cet article présente le socle sur lequel repose l'approche développée ici. Elle synthétise la genèse, les principes et les acquis de près de deux décennies de collecte de données sur la gouvernance démocratique. Elle montre ensuite en quoi le nouveau contexte international constitue une opportunité exceptionnelle pour consolider et généraliser la méthode et ses applications sur le terrain. Après avoir décrit brièvement en quoi consiste l'initiative *GPS-SHaSA* et ses différentes composantes, la deuxième partie expose les choix méthodologiques retenus en matière d'enquêtes statistiques. La troisième partie dresse un premier bilan de la dizaine d'enquêtes GPS effectivement réalisées au moment de la rédaction de cet article (septembre 2015). Enfin, la dernière partie se propose d'illustrer l'intérêt de l'approche, à travers un certain nombre d'exemples dûment sélectionnés de résultats empiriques tirés des enquêtes. Les enseignements, nécessairement provisoires, ainsi que les perspectives qui s'annoncent sont dressés en conclusion.

---

## L'émergence et la consécration de la « gouvernance » : une perspective historique

---

### La montée progressive d'un concept et les premiers défis de sa mesure (1990-2010)

Longtemps considérées comme un hors champ de l'économie *mainstream* et des politiques publiques, les questions de gouvernance sont progressivement entrées de plain-pied au cœur de la discipline et plus largement de la communauté internationale du développement. Mais cette évolution est relativement récente. Ce n'est qu'au milieu des années 1990 qu'on voit apparaître les premières études et programmes sur ce thème, notamment à travers le prisme de la corruption et de la notion de bonne gouvernance, dont l'article de Mauro (1995) est emblématique. En cette période d'ajustement structurel finissant et de basculement en faveur de la lutte contre la pauvreté, la problématique reste cependant suffisamment marginale pour qu'aucun des OMD établis en 2000 ne traite explicitement de cette dimension. Ce n'est d'ailleurs pas le moindre des paradoxes de constater qu'au tournant du millénaire, c'est finalement la Banque mondiale plus que les Nations-Unies, qui sera la première à mettre la gouvernance au cœur de l'agenda avec ses maîtres-mots de participation, d'appropriation, d'*accountability*, d'*empowerment*, et de *voice* ; alors même que ses statuts lui interdisent d'entrer « en politique » (Cling *et alii*, 2003). Il faudra attendre 2002 pour que le PNUD consacre son Rapport sur le développement humain à la « gouvernance démocratique », rattrapant ainsi une partie de son retard, en intégrant cette fois la dimension proprement politique des processus de développement que s'interdit la Banque mondiale (PNUD, 2002). Mais cette dernière conservera son avantage en devenant le producteur de la principale base de données basée sur des perceptions : *Governance Matters* I-V (Kaufmann *et alii*, 2006), rebaptisée en 2007 *Worldwide Governance Indicators* (WGI).

A mesure que la thématique de la gouvernance prenait son essor, un immense besoin de données s'est fait jour, et les bases de données internationales dans ce domaine se sont multipliées, les WGI étant la plus emblématique. Ce véritable marché sert une double demande qui se renforce mutuellement : celle des chercheurs qui ont besoin de données quantitatives pour asseoir leurs analyses empiriques et celle de la communauté internationale, au premier rang desquels les donateurs, mais également tout un tas d'autres institutions (investisseurs, banques, ONG, etc.). Les bailleurs de fonds utilisent ces données de gouvernance afin d'allouer l'Aide Publique au

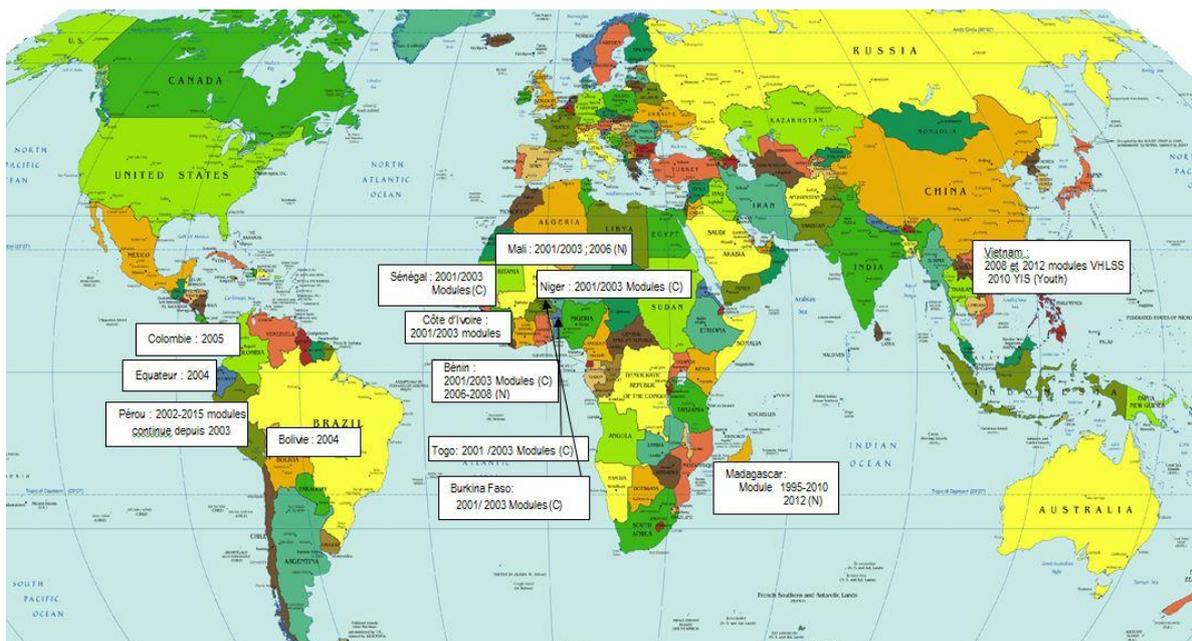
Développement, selon le principe dit de sélectivité. L'aide étant censée être plus efficace dans les pays mieux gouvernés, c'est en priorité vers ces derniers que l'APD devrait être canalisée. Néanmoins, ces grandes bases de données internationales, souvent fondées sur des dires d'experts, ont été très fortement critiquées pour leur manque de fiabilité et de transparence (Arndt et Oman, 2006 ; Knack, 2007, Kurtz et Schrank, 2007). Nous avons contribué à ce débat en montrant à partir d'enquêtes menées dans huit pays africains que non seulement les « experts » surestiment massivement le niveau de la corruption, mais en plus qu'il n'y a aucune corrélation entre leurs perceptions et la réalité (Razafindrakoto et Roubaud, 2010).

Ces travaux ont pu être menés grâce à l'élaboration et la mise en œuvre d'une approche alternative de mesure de la gouvernance, qui est l'objet de cet article. Cette dernière consiste à greffer des modules thématiques ad-hoc sur des enquêtes socio-économiques classiques conduites régulièrement par les instituts nationaux de la statistique. La première enquête a été réalisée par l'INSTAT à Madagascar en 1995, il y a exactement vingt ans (Razafindrakoto et Roubaud, 1996). Cette même année, *Transparency International* lançait pour la première fois son indicateur de perception de la corruption (IPC), devenu une référence internationale depuis ; et ce n'est qu'à la toute fin des années 1990 que les enquêtes d'opinion du réseau *Afrobaromètre* se mettent en place (Bratton *et alii*, 2005).

L'idée originelle de ce type d'enquête résulte de deux convictions. La première est qu'il n'est pas possible de comprendre le développement d'un pays par une approche purement économique. Madagascar a été un lieu pour s'en convaincre. La forte imbrication entre le politique et l'économique au niveau macro, comme la manière dont les questions de gouvernance influent sur les conditions de vie de la population au niveau micro, ont pu faire l'objet d'analyses approfondies grâce aux données collectées (Razafindrakoto et Roubaud, 1996 et 2005a ; Razafindrakoto *et alii*, 2015). La seconde conviction porte sur le besoin de connaître et de faire connaître le point de vue de la population, et en particulier des groupes les plus défavorisés en marge des processus de décision. Dans des pays où les corps intermédiaires sont faibles, voire inexistantes, les enquêtes auprès des citoyens constituent un moyen de relayer et de faire entendre la voix de ces derniers.

Cette première expérience à Madagascar a été progressivement élargie : l'enquête a d'abord été reconduite chaque année dans le pays, avec des focus thématiques variables d'une édition à l'autre (pour une synthèse analytique, voir Roubaud, 2000). Fort de son succès, elle a ensuite été étendue à d'autres pays et d'autres continents, dans le cadre de projet statistiques régionaux (Figure 1). Dans la première moitié des années 2000, les enquêtes ont été menées simultanément dans sept pays d'Afrique de l'Ouest de la zone UEMOA (Razafindrakoto et Roubaud, 2005b ; Razafindrakoto *et alii*, 2006), ainsi que dans les pays de la communauté andine.

**Figure 1 :**  
**Les enquêtes Gouvernance et Démocratie et leur dérivées dans le monde**



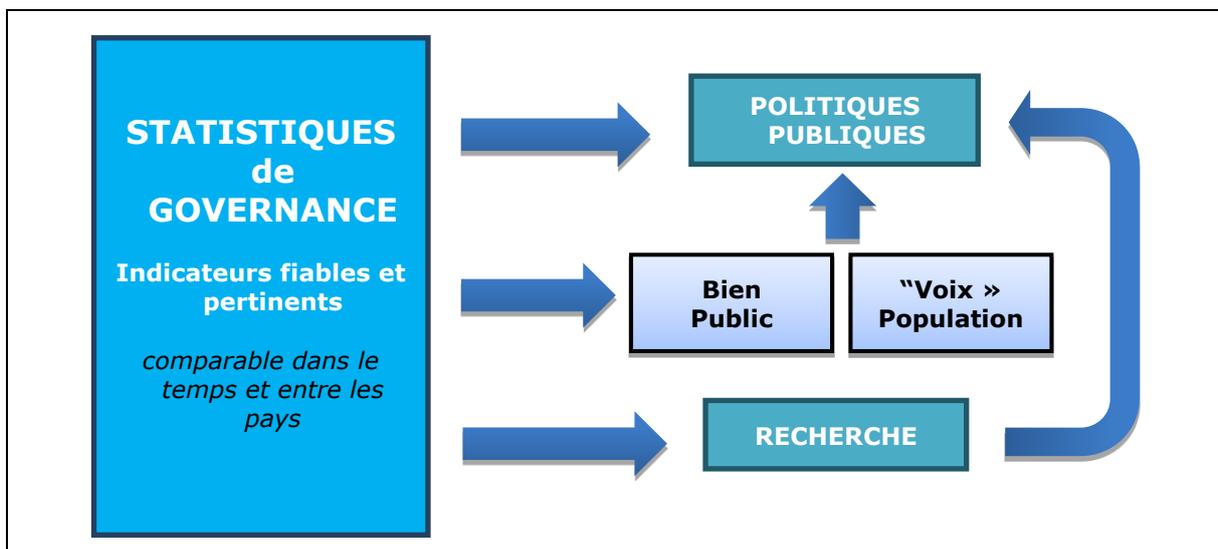
Source : élaboration des auteurs.

Après ces expériences initiales, certains pays ont décidé d'institutionnaliser ce type d'enquêtes dans leur dispositif statistique national : au Bénin (enquête EMICoV), au Mali (enquête ELIM) et au Pérou (enquête ENAHO). Ce dernier pays est celui qui a été le plus loin dans ce domaine, puisque les modules, testés à titre pilote en 2001, ont été intégrés au questionnaire standard en 2002 qui est devenu une enquête continue depuis 2004. Enfin, en Asie, l'approche a été expérimentée avec succès au Vietnam, à travers l'intégration d'un module gouvernance greffée à l'enquête nationale sur les conditions de vie en 2008 (enquête VHLSS). Même si les données n'ont pas pu être pleinement exploitées et diffusées compte tenu de résistances institutionnelles, la réalisation de l'enquête sur le terrain a ouvert la voie pour d'autres opérations du même type. Ainsi, l'analyse des données d'une enquête sur l'intégrité et la corruption chez les jeunes à l'échelle nationale est riche d'enseignement. Cette étude constitue une base pour l'élaboration et le suivi de politique à destination des jeunes pour la promotion de l'intégrité, l'éducation et la sensibilisation sur la corruption (Dang Giang *et alii*, 2011).

Le bilan méthodologique de cette approche appliquée au cas africain a été tiré dans plusieurs articles scientifiques, dont le premier dans cette même revue (Razafindrakoto et Roubaud, 2005c et 2006). Le diagnostic a ensuite été élargi au continent latino-américain, venant conforter nos premières conclusions (Herrera *et alii*, 2007 & 2008). Sans revenir sur les détails de l'argumentation, largement développés dans ces articles, les atouts de cette méthode portent d'une part sur la pertinence et la fiabilité des indicateurs obtenus (voir la partie II). D'autre part, répondant à une demande, les statistiques produites constituent des biens publics que les citoyens comme les décideurs ou les chercheurs peuvent mobiliser pour éclairer, guider, orienter les politiques publiques (Figure 2). L'institutionnalisation du dispositif, à travers son intégration dans le système statistique national, conjuguée avec l'objectif de relayer les opinions de la population, permet son appropriation par les acteurs nationaux. Le bien-fondé de cette démarche pionnière, initiée dès les années 1990, s'est vu conforté par la reconnaissance internationale, notamment dans le cadre des travaux de la Commission Stiglitz *et alii* (2009) et du programme *Mesurer le progrès* (OCDE, 2011).

Figure 2

### Les statistiques de la gouvernance : des données à triple usage



Source : élaboration des auteurs.

### Le nouveau contexte international (2010-2015)

En matière de gouvernance et de développement, la dernière décennie s'inscrit dans la continuité de la précédente. On assiste à une montée en puissance et la consécration de la thématique sur tous les fronts, et dont le point d'orgue a été l'adoption par les Nations Unies des Objectifs de Développement Durable (ODD) en septembre 2015.

Du côté de la recherche, le rôle-clef des institutions et de la gouvernance dans les processus de développement est progressivement passé du statut de frontière de la connaissance où le débat scientifique fait rage, à celui d'état de l'art consolidé, de cadre commun sur lequel tout le monde s'accorde (pour n'en citer que quelques-uns, voir Acemoglu et Robinson, 2005 et 2012 ; North *et alii*, 2010 et 2012 ; et pour l'Afrique en particulier, Noman *et alii*, 2012). En termes de mesure, la base de donnée WGI, dorénavant annuelle, est devenue

hégémonique (Kaufman *et alii*, 2010a). La qualité des indicateurs continue à faire l'objet d'un vif débat scientifique. Mais il est lui aussi largement monopolisé par la discussion autour des WGI, avec son lot de critiques (Thomas, 2009 ; Langbein et Knack, 2010) et de réponses des auteurs (Kaufman et Kraay, 2007 et 2010). Ce qui n'empêche pas la Banque mondiale de développer en parallèle une autre base de données, le CPIA (*Country Policy and Institutional Assessment*), produit par ses propres fonctionnaires, partiellement accessible et servant à allouer ses concours aux PED suivant le principe de sélectivité de l'aide (plus de financements aux pays mieux gouvernés, car l'aide y serait plus efficace).

Du côté des politiques de développement, un chemin similaire et convergent a été parcouru. Sous l'égide des Nations Unies, et avec la participation de très nombreuses institutions, les réflexions ont été menées dans le cadre de l'agenda post 2015. Le Rapport du Panel de personnalités de haut niveau chargé du programme du développement pour l'après-2015 identifiait la paix et la gouvernance comme une des cinq grandes réorientations transformatrices (NU, 2013). Intitulée « construire la paix et créer des institutions efficaces, ouvertes et transparente pour tous », on y retrouve toutes les dimensions traditionnellement incluses dans le concept de gouvernance : état de droit, libertés politiques, gouvernement redevable, etc. La nouveauté est peut-être l'adjonction des questions de paix et de sécurité à celles de la gouvernance proprement dite. Elle découle entre autres de la montée des conflits armés, du terrorisme et violence criminelle qui est venue contredire le pronostic de « fin de l'histoire » annoncé à la suite de la chute des régimes communistes au tournant des années 1990 (Fukuyama, 1992). Il a fallu aussi repenser les modalités de l'APD dans des contextes d'états fragiles ou « faillis », et des situations de post-conflit. Enfin, la paix et la sécurité sont à la fois une condition nécessaire au développement économique et à la gouvernance mais également *per se* une de ses composantes (Banque mondiale, 2011).

A côté de ces consultations de haut niveau, l'enquête d'opinion en ligne *My World* (dans le cadre de l'initiative « 2015 : le monde que nous voulons ») a été lancée par les Nations Unies à l'échelle mondiale en 2013, la plus vaste jamais organisée à ce jour. S'adressant à l'ensemble des citoyens du monde, elle demande de choisir 6 priorités parmi 16 items proposés. En octobre 2015, 8 400 000 personnes avaient répondu, et les questions de gouvernance apparaissaient en bonne place. Ainsi le souhait d'« un gouvernement réactif et honnête » occupait la 4<sup>ème</sup> position (derrière les demandes d'accès à la santé, à l'éducation et à l'emploi). « La protection contre le crime et la

violence » se plaçait 6<sup>ème</sup>, tandis que « la protection contre les discriminations et les persécutions » et « la liberté politique » arrivaient respectivement 12<sup>ème</sup> et 13<sup>ème</sup> (<http://data.myworld2015.org/>; consulté le 11 octobre 2015). Pour différentes raisons dont principalement le biais lié aux possibilités d'accès à internet, cette enquête n'est évidemment pas représentative de la population mondiale, elle vise à donner des informations indicatives.

Finalement, c'est au Sommet sur le développement durable le 25 septembre 2015 que les États membres de l'ONU ont adopté un nouveau programme de développement durable, qui comprend un ensemble de 17 objectifs mondiaux pour « *mettre fin à la pauvreté, lutte contre les inégalités et l'injustice, et faire face au changement climatique d'ici à 2030* ». Dans la perspective qui nous intéresse ici, on retiendra de ce nouvel agenda mondial trois points principaux par rapport au cycle précédent des OMD. En premier lieu, tous les pays sont concernés par les ODD, alors que les OMD ne concernaient que les pays en développement. On peut y voir une manière d'impliquer directement les pays du Nord, et non plus comme simple financeur du programme. En second lieu, les ODD intègrent de nouvelles dimensions du développement, occultés par les OMD ; c'est au premier chef le cas de la gouvernance, la paix et la sécurité. Enfin, le processus d'élaboration a été véritablement participatif à l'échelle mondiale, ce qui n'avait pas été le cas lors de l'exercice précédent. Ces trois dimensions novatrices ont eu pour conséquence de remettre les Nations Unies au centre du jeu, en réduisant la place centrale que s'était adjugée la Banque mondiale dans le cadre institutionnel précédent (Cling *et alii*, 2003).

Cet élargissement du champ couvert et ce changement de centre de gravité des acteurs posent aussi un certain nombre de problèmes. Nous n'en relèverons qu'un seul ici, à savoir l'énorme défi à relever en matière de suivi des indicateurs associés aux ODD. En effet, comment assurer le suivi statistique « du monstre », alors même que la plupart des pays pauvres n'avaient pas réussi à assurer la mesure des OMD ? Or, dans ce domaine l'inflation est gigantesque : on passe de 8 objectifs, 20 cibles et 62 indicateurs pour les premiers à 17 objectifs, 169 cibles et plus de 200 indicateurs (ces derniers ne devant être arrêtés définitivement qu'au début de l'année 2016 ; NU, 2015).

La question de la mesure n'a cependant pas été occultée au cours des dernières années. Le rapport du panel d'experts de haut niveau appelait de ses vœux également à une révolution en matière de données (« la révolution des données » ; *The data revolution*) afin de pouvoir suivre les nouveaux indicateurs (NU, 2013).

Tableau 1

**L'ODD 16, ses dix cibles et quelques indicateurs associés en discussion**

<b>Objectif 16</b> <i>Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable, assurer à tous l'accès à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes</i>		
	<b>Cibles</b>	<b>Indicateurs (exemples)</b>
<b>16.1</b>	Réduire nettement, partout dans le monde, toutes les formes de violence et les taux de mortalité qui y sont associés	<b>Exemple 16.1.2</b> : % 18 ans et + victime de violence (12 derniers mois) <b>Exemple 16.1.3</b> : % population qui se sent en sécurité en marchant dans son quartier la nuit
<b>16.2</b>	Mettre un terme à la maltraitance, à l'exploitation et à la traite, et à toutes les formes de violence et de torture dont sont victimes les enfants	
<b>16.3</b>	Promouvoir l'état de droit aux niveaux national et international et donner à tous accès à la justice dans des conditions d'égalité	
<b>16.4</b>	D'ici à 2030, réduire nettement les flux financiers illicites et le trafic d'armes, renforcer les activités de récupération et de restitution des biens volés et lutter contre toutes les formes de criminalité organisée	
<b>16.5</b>	Réduire nettement la corruption et la pratique des pots-de-vin sous toutes leurs formes	<b>Exemple 16.5.1</b> : % population qui a payé un pot de vin (12 derniers mois)
<b>16.6</b>	Mettre en place des institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux	
<b>16.7</b>	Faire en sorte que le dynamisme, l'ouverture, la participation et la représentation à tous les niveaux caractérisent la prise de décisions	<b>Exemple 16.7.2</b> : % population qui pense que les décisions publiques sont transparentes et inclusives
<b>16.8</b>	Élargir et renforcer la participation des pays en développement aux institutions chargées de la gouvernance au niveau mondial	
<b>16.9</b>	D'ici à 2030, garantir à tous une identité juridique, notamment grâce à l'enregistrement des naissances	
<b>16.10</b>	Garantir l'accès public à l'information et protéger les libertés fondamentales, conformément à la législation nationale et aux accords internationaux	

Source : à partir de NU (2015) ; élaboré par les auteurs.

En 2014, un autre rapport rappelait l'urgence du problème avec un accent mis sur les sources de données liées aux nouvelles technologies de l'information (le *Big data*<sup>13</sup>; NU, 2014). Plus concrètement, il proposait la constitution d'un *Partenariat stratégique pour les données du développement*. Celui-ci est actuellement en train de se mettre en place. Néanmoins et malgré cette attention nouvelle et affirmée à la statistique, le problème du suivi et en particulier de son financement reste entier.

Dans ce contexte général, la gouvernance, la paix et la sécurité occupent une place non négligeable. Deux objectifs parmi les 12 proposés en 2013 par le

panel d'expert de haut niveau y étaient consacrés (objectif 10 : *assurer une bonne gouvernance et un cadre institutionnel efficace* ; et objectif 11 : *Garantir des sociétés stables et pacifiques*). Ils ont *in fine* été ramassés en un seul plus englobant, à savoir l'ODD 16 (Tableau 1).

Cet objectif a donné lieu à d'âpres débats, un certain nombre de pays y étant fondamentalement hostiles. Il a été l'un des plus difficiles à obtenir (avec les cibles liées à la santé et aux droits reproductifs et sexuels). En particulier, les termes de « Droits de l'homme » et de « Démocratie » n'y sont pas explicitement mentionnés, même si on peut en retrouver la substance dans plusieurs cibles (par exemple 16.3 pour les premiers et 16.7 pour la seconde). Un des moyens de dépasser les réticences a été de considérer que les cibles sont mondiales

<sup>13</sup>On notera qu'à l'instar de l'enquête *My World*, ce type de données pose un sérieux problème de représentativité statistique.

mais « aspirationnelles », c'est-à-dire que chaque gouvernement doit fixer ses propres cibles nationales, en fonction du niveau d'ambition mondial mais en tenant compte des circonstances nationales (De Milly, 2015).

Finalement, comme nous l'avons mentionné plus haut, au tournant des années 2010, les travaux de la Commission Stiglitz et du programme *Comment va la vie : Mesurer le progrès* de l'OCDE ont joué un rôle de légitimation déterminant. Mais c'est surtout le nouveau contexte international (Agenda post 2015, ODD) qui vient confirmer la reconnaissance du bien-fondé de notre démarche pionnière, initiée dès les années 1990, aussi bien en termes de contenu que d'approche. Ainsi, comme une anticipation aux nouvelles orientations de la demande actuelle, les modules d'enquêtes y répondent déjà au moins à trois titres : du point de vue du contenu avec l'accent sur la thématique de la gouvernance ; du point de vue de la méthode, avec l'investissement consenti pour des données statistiques fiables pour relever le défi de la mesure et du suivi ; et enfin du point de vue du processus qui insiste sur la nécessité de prendre en compte les circonstances nationales. Sur ce dernier point, les enquêtes auprès de la population présentent l'atout d'aller au-delà de l'engagement international en donnant plus de poids à la voix des citoyens de chaque pays pour déterminer les cibles et mesurer les progrès.

---

## L'initiative *GPS-SHaSA* en Afrique (2012-2015)

---

Si le changement de l'environnement international apparaît éminemment favorable sur le fond et pour faire valoir nos choix méthodologiques en matière de statistiques de gouvernance, c'est l'Afrique qui a su saisir l'opportunité d'aller de l'avant la première. A l'initiative du Département des affaires économiques de la Commission de l'Union africaine (CUA), avec l'appui institutionnel et financier du PNUD, et l'appui scientifique des chercheurs de DIAL, un vaste programme de développement des statistiques GPS (*Gouvernance, Paix et Sécurité*) sur le continent a vu le jour en 2012 (Laberge *et alii*, 2015). C'est dans ce cadre institutionnel que nous avons pu poursuivre le développement de notre approche de mesure de la gouvernance par voie d'enquête auprès des ménages. Nous commencerons par présenter brièvement le cadre général de cette initiative avant d'exposer en détail la méthodologie adoptée en matière de modules greffés.

## Présentation générale

En 2010, la CUA en association avec la Commission Economique pour l'Afrique (CEA) et la Banque Africaine de Développement (BAD), et sous l'impulsion du Directeur de l'Institut National de la Statistique (INS) d'Afrique du Sud, ont proposé la mise en place de la *Stratégie pour l'Harmonisation des Statistiques en Afrique (SHaSA ; CUA et alii, 2010)*. L'objectif de la SHaSA est, dans un cadre harmonisé, d'appuyer et de coordonner la production de statistiques de qualité, de participer au renforcement des capacités statistiques continentales, et de promouvoir la culture statistique en matière de prise de décision dans le domaine des politiques publiques.<sup>13</sup> groupes de travail techniques, traitant de l'ensemble des champs thématiques couverts par la statistique publique ont été instaurés. Significativement, le premier d'entre eux porte sur les statistiques GPS. Depuis leur mise en place, les groupes de travail ont connu des fortunes diverses : certains ont avancé et débouché sur des outputs concrets, tandis que d'autres restaient plus ou moins en sommeil.

Après une période d'inactivité de plusieurs années, le groupe GPS s'est finalement constitué de manière assez informelle avec une première réunion de lancement à Nairobi en mai 2012<sup>14</sup>. Sous la direction de l'INS du Kenya, 16 INS répartis sur les cinq régions d'Afrique en font partie, et son secrétariat est assuré par la Division de la CUA. Une série de rencontres techniques organisées par la CUA et le PNUD ont permis de mettre au point une méthodologie originale en matière de statistique GPS. Parallèlement, le groupe GPS a consolidé son ancrage institutionnel à la réunion annuelle du comité des directeurs généraux des INS du continent (CoDG). Après avoir présenté, demandé et obtenu l'approbation de la méthode élaborée à Yamoussoukro en 2012, il a systématiquement rendu compte de ses avancées lors des CoDG suivants en novembre 2013 à Johannesburg puis en décembre 2014 (AUC et UNECA, 2014). Une nouvelle présentation est prévue à l'occasion du CoDG qui aura lieu fin 2015 à Libreville.

L'initiative *GPS-SHaSA* comprend trois dimensions : une composante technique, à savoir l'élaboration d'instruments appropriés de mesure des statistiques GPS ; une composante institutionnelle visant d'une part à la création de structures dédiées (département, division, service)

---

<sup>14</sup>Il est intéressant de noter que les premières discussions à propos de la constitution du groupe, notamment la mobilisation de l'expertise technique, furent amorcées de manière informelle à l'instigation des experts de la CUA dans les couloirs de la conférence africaine sur la Mesure du bien-être et du progrès des sociétés, organisée par l'OCDE et le Haut-Commissariat au plan du Maroc, à Rabat en avril 2012.

au sein des INS et d'autre part la mise sur pied de structures de concertation et de coordination des entités ministérielles mais également d'organisations de la société civile œuvrant dans le domaine GPS ; enfin, une composante de formation centrée sur le renforcement des capacités en matière de production et de traitement des statistiques GPS (Laberge *et alii*, 2015).

La méthodologie statistique développée dans le cadre de l'initiative *GPS-SHaSA* repose sur 4 instruments : 2 modules d'enquêtes (G et P&S) d'un côté et 2 instruments de collecte de données

administratives (G et P&S). Elle peut être présentée comme une matrice à double entrée (Tableau 2). Une première entrée est thématique : bien que liées, les questions de « gouvernance » et de « paix & sécurité » correspondent à des thématiques différentes. Ainsi par exemple, s'il est difficile d'enregistrer de bonnes performances en matière de gouvernance sans paix, la réciproque n'est pas vraie. La seconde entrée est technique : les sources de données peuvent relever de la statistique administrative (justice, police, etc.) ou de la statistique d'enquête. C'est cette dernière qui nous occupe ici.

**Tableau 2 :**  
**Les instruments statistiques de l'initiative *GPS-SHaSA***

Module de Gouvernance greffé sur les enquêtes officielles auprès des ménages	Module de Paix et Sécurité greffé sur les enquêtes officielles auprès des ménages
Sources Administratives sur la Gouvernance	Sources Administratives sur la Paix et la Sécurité

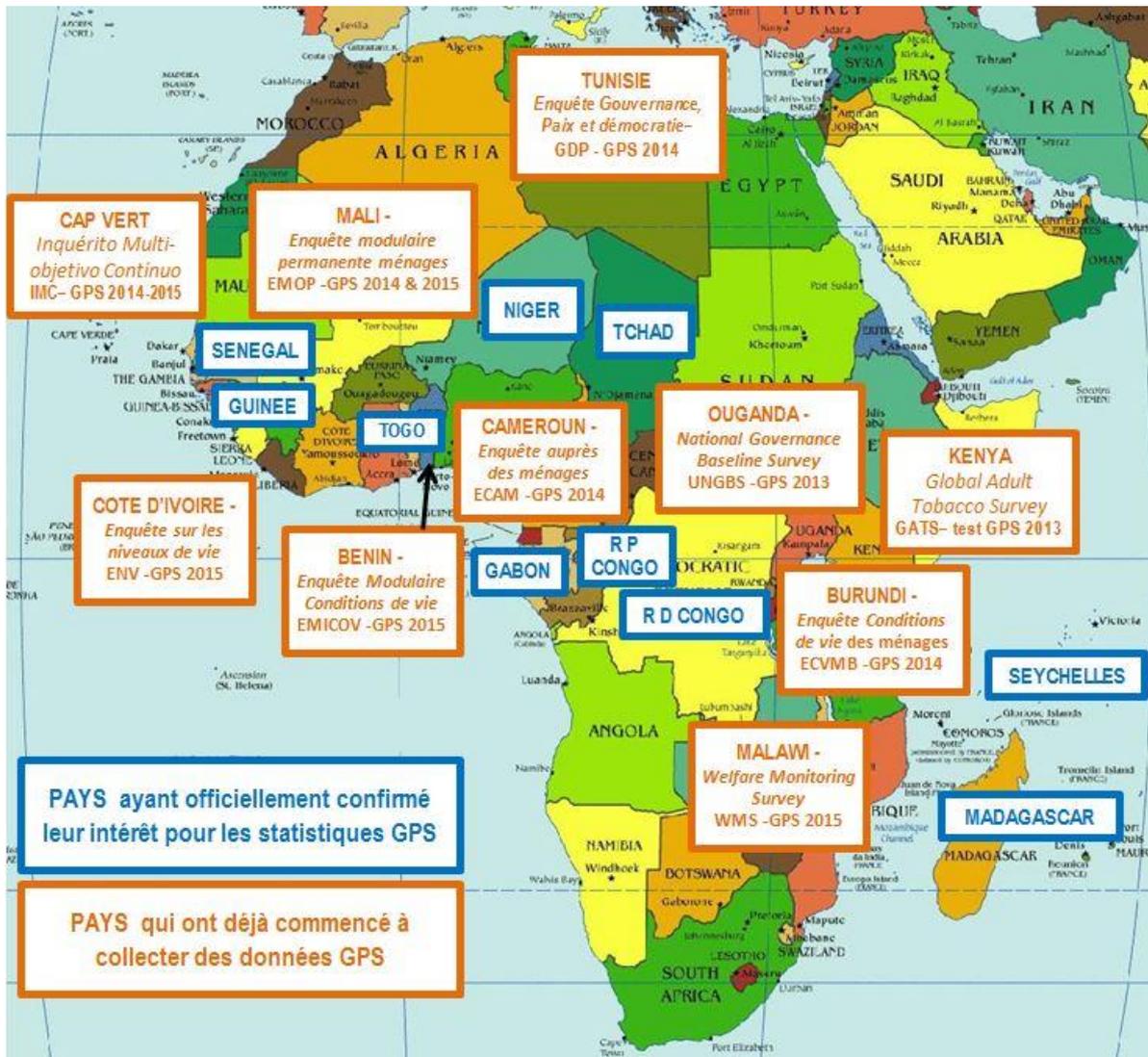
Source : élaboré par les auteurs.

Une des forces de l'initiative *GPS-SHaSA* est de jouir d'une double légitimité à l'échelle du continent tout entier : politique et statistique en Afrique. D'une part, les instruments ont été alignés sur les textes normatifs qui régissent les relations politiques entre pays africains, comme la *Charte africaine sur la Démocratie, les Elections et la Gouvernance* ou encore le *Protocole Africain relatif à l'établissement du Conseil de Paix & Sécurité*. Les instruments ont aussi été pensés pour être en phase avec d'autres initiatives coordonnées au niveau du continent comme la *Position Africaine Commune* (PCA ; UA, 2014) ou encore le *Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs* (MAEP). D'autre part, l'initiative s'inscrit directement au programme de travail de la *SHaSA* dont elle constitue même un thème prioritaire, le tout étant coiffé au niveau normatif par la *Charte Africaine sur la Statistique*.

Depuis sa mise en place, 20 pays ont officiellement confirmé leur intérêt à piloter les instruments : Bénin, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Tchad,

Congo-Brazzaville, RD Congo, Gabon, Guinée-Conakry, Côte d'Ivoire, Kenya, Madagascar, Malawi, Mali, Niger, Sénégal, Seychelles, Togo, Tunisie et Ouganda. 5 pays (1 dans chacune des 5 régions d'Afrique) ont amorcé le pilotage des instruments en 2013, avec l'appui institutionnel du PNUD et scientifique de DIAL : Cameroun, Cap-Vert, Kenya, Malawi, et Tunisie. L'enthousiasme pour cette initiative ne se réduit pas à l'approbation unanime des pays à travers son CoDG. Plus significatif peut-être est l'engagement d'un nombre important de pays à leur propre compte et sans aucun appui financier extérieur, notamment dans la réalisation des enquêtes : Burundi, Côte d'Ivoire, Madagascar, Mali, Ouganda, tandis que d'autres sont en phase de préparation (Afrique du Sud, etc.). L'initiative *GPS-SHaSA* est également à l'origine de la création officielle du « Groupe de Praia », le *City Group* dirigé par l'INS du Cap vert chargé par la Division Statistique des Nations Unies de la réflexion sur les statistiques GPS (CES, 2014).

Figure 3 :  
Les pays impliqués dans l'initiative GPS-SHaSA (2013-2015)



Source : à partir de Laberge (2014), élaboration des auteurs.

### Méthodologie des modules greffés GPS-SHaSA

La méthodologie des modules greffés sur des enquêtes officielles auprès des ménages, développés dans le cadre de l'initiative GPS-SHaSA<sup>15</sup>, s'inscrit en droite ligne des expériences décrites dans la première partie. Elle repose sur deux options statistiques visant à assurer la faisabilité et la pérennité des dispositifs d'enquêtes suivant la perspective de suivi des indicateurs dans le temps quel que soient les contextes en termes de ressources humaines et financières. La première option consiste à privilégier la technique dite de greffe d'enquête. La deuxième, qui vient en corollaire, impose comme condition la légèreté du

système d'enquête. Ces choix ont guidé les réflexions pour l'élaboration de la méthodologie.

Ainsi, concrètement, les deux modules harmonisés (« Gouvernance » et « Paix & Sécurité » ou GPS) ont été conçus pour être attachés à des enquêtes auprès des ménages menées par les INS dans les pays (enquêtes support). Cette stratégie permet de ne pas avoir à mettre en place de nouvelles enquêtes spécifiques, et donc de réaliser de sérieuses économies d'échelle. Comme on le verra plus loin, elle offre également l'avantage de pouvoir mobiliser des variables d'analyse disponibles dans l'enquête support. L'option est évidemment ouverte, la conduite d'une opération indépendante peut être envisagée (c'est le cas des enquêtes en Ouganda et en Tunisie) si aucune autre enquête auprès des ménages n'est programmée au moment où il existe une demande pour une enquête GPS. Dans tous les cas, que les modules GPS soient

<sup>15</sup>Rappelons que le présent article est uniquement centré sur la composante enquête de la méthodologie GPS-SHaSA.

greffés ou insérés dans une autre enquête ou qu'ils soient l'objet exclusif d'une enquête spécifique<sup>16</sup>, la légèreté du dispositif (en termes de durée de l'interview mais également des moyens nécessaires) a été un des objectifs visés.

Les questionnaires sont administrés dans le cadre d'interviews en face-à-face par des enquêteurs expérimentés<sup>17</sup> qui doivent bénéficier d'une formation spécifique aux modules *GPS-SHaSA*. En effet, la spécificité des thématiques de ces modules (voir ci-après le contenu du questionnaire), avec des sujets qui peuvent être sensibles et que les INS n'ont pas forcément l'habitude d'aborder, requiert une attention particulière. La formation des enquêteurs au contenu et au mode d'administration des questionnaires constitue une des conditions cruciales pour la réussite de l'opération. Il convient d'insister sur quelques principes clefs pour la mise en œuvre d'enquêtes statistiques mais qui revêtent une importance encore plus grande dans le cas des modules GPS. Le premier porte sur la nécessité pour l'enquêteur d'instaurer un climat de confiance totale, notamment en adoptant une attitude parfaitement neutre, qui n'influe pas les réponses, sans jugement *a priori* ou *a posteriori*. La seconde, concerne le strict respect des séquences et de l'énoncé des questions : s'agissant de modules harmonisés devant permettre des comparaisons dans le temps et entre pays, les questions ne doivent pas varier d'un enquêteur à un autre ou d'une année à l'autre. Cela suppose également que le processus de traduction du questionnaire dans la (ou les) langue(s) nationale(s) soit assuré avec la plus grande minutie.

### Principes de base et atouts

La méthodologie qui a été adoptée répond à des objectifs précis pour la mesure et le suivi de la gouvernance. Les principes de base deviennent ainsi les atouts de l'approche. Ces principes pourraient paraître triviaux après lecture pour un public familier des enquêtes statistiques. Toutefois, d'une part, les discussions dans le cadre du processus de définition des indicateurs de suivi des ODD montrent que la nécessité ou la possibilité d'un suivi statistique de la gouvernance (ODD 16) n'est pas forcément évidente pour les décideurs politiques comme pour les différents acteurs du développement. D'autre part, même chez les statisticiens, l'intérêt de mobiliser l'outil statistique pour suivre des thématiques qui ne font pas partie des domaines standards des INS ne coule pas de

source. Notre objectif est de montrer dans quelle mesure les atouts classiques des enquêtes statistiques se révèlent particulièrement pertinents pour l'évaluation et le suivi de la situation qui prévaut dans les pays en matière de gouvernance, paix et sécurité. Aux avantages de la quantification statistique s'ajoutent d'autres points forts liés à la sollicitation de l'opinion de toutes les catégories de la population et ses implications en termes de participation, voire de débat démocratique.

**Les atouts de l'approche statistique.** En premier lieu, la possibilité d'enquêter un large échantillon d'individus représentatifs de l'ensemble de la population assure la pertinence et la fiabilité des données collectées. La transparence peut être assurée concernant la méthode de mesure, les normes et procédures pour les enquêtes auprès des ménages étant standardisées. De plus, l'approche quantitative permet le suivi de l'évolution de la situation dans le temps et la comparaison entre les régions ou les pays, la méthodologie étant reproductible d'une période à l'autre, et d'un pays à l'autre. Mais ces caractéristiques inhérentes aux enquêtes statistiques pour peu qu'elles soient bien conçues (transparence, représentativité, comparabilité dans le temps et dans l'espace) présentent surtout leur plein intérêt quand elles donnent lieu à des analyses approfondies éclairant les décisions et la définition des politiques. Les enquêtes ne fournissent pas seulement des agrégats ou des indicateurs que l'on peut suivre mais elles mettent à la disposition du public une base de données qui constitue un matériau d'analyse. On a ainsi la possibilité de désagréger les informations suivant différentes catégories de la population (genre, pauvreté, groupe ethnique, région, population discriminée, etc.), de croiser différentes informations pour comprendre les points de vue ou les comportements de la population.

**Un processus de suivi participatif (voicing).** Les enquêtes statistiques offrent à la population la possibilité de s'exprimer et de se faire entendre à travers la voix d'un échantillon qui les représente. Les résultats des enquêtes peuvent ainsi constituer un moyen de pression pour les citoyens, un moyen d'interpeller les décideurs sur leurs insatisfactions, leurs besoins ou attentes. Ce processus qui permet de relayer les points de vue de la grande majorité est particulièrement important dans les pays où les informations sont lacunaires et/ou lorsque la société civile ou plus largement les corps intermédiaires sont faiblement organisés. Les perceptions peuvent en effet être biaisées au profit d'une minorité qui a la possibilité de se faire entendre ou bien elles peuvent accorder une légitimité non justifiée aux points de vue d'experts non représentatifs des citoyens. La diffusion et la mise à disposition des résultats d'enquêtes ouvrent ainsi la voie au débat démocratique.

<sup>16</sup> Dans la suite de l'article, on parlera indifféremment des « enquêtes GPS » ou « modules GPS », que les modules GPS soient greffés dans une autre enquête ou qu'ils soient l'objet d'une enquête spécifique.

<sup>17</sup> Dans la plupart des cas, ce sont les enquêteurs que les INS ont l'habitude de mobiliser pour les enquêtes officielles.

**Des résultats facilement interprétables.** Les enquêtes statistiques auprès des ménages présentent l'avantage de recueillir directement l'opinion de la population sur des sujets bien précis. Grâce à un choix judicieux de questions, il est donc possible de disposer de données facilement interprétables et parlantes (par exemple : 90% de la population estiment que telle institution fonctionne mal) ; ou encore et pour mentionner un cas réel, qui fit le titre d'un quotidien local en 1995 à Madagascar : « Haro sur la corruption : 40% des habitants de la capitale sont victimes de la corruption ». De plus, contrairement aux indicateurs composites dans les bases de données macro disponibles au niveau international, les modules d'enquêtes permettent d'identifier soit les domaines spécifiques qui nécessitent des interventions (les institutions les plus affectées par la corruption par exemple) soit les catégories de population qui pâtissent le plus des dysfonctionnements (les jeunes, les plus démunis, etc.). Les résultats des enquêtes permettent ainsi le ciblage des politiques à mettre en œuvre.

**Un dispositif officiel fiable et institutionnalisé.** Les INS ont été retenus comme les institutions-pivots pour la collecte des données *GPS-SHaSA*. Plusieurs raisons d'ordre technique et institutionnel motivent ce choix stratégique. En premier lieu, la production de statistiques officielles, considérées comme des biens publics, entrent dans les missions des INS. Ils ont donc la légitimité pour jouer ce rôle. A cela s'ajoute leur connaissance des normes et procédures statistiques en vigueur, leur compétence dans ces domaines. Ce sont également les INS qui ont la capacité de tirer des échantillons nationalement représentatifs suffisamment larges pour permettre différents types de désagréments des données, pertinentes pour l'élaboration des politiques publiques. Ils disposent d'une position privilégiée pour assurer la reconduction des enquêtes et la pérennité du dispositif. Enfin, ils ont la possibilité d'attacher un module additionnel GPS aux enquêtes qu'ils mènent régulièrement, induisant une réduction des coûts (financiers et humains) évidente. Toutes ces raisons confèrent aux INS un avantage comparatif sans équivalent par rapport à toute autre institution, publique ou privée.

### **Contenu thématique du questionnaire : un processus participatif**

Le contenu thématique des modules *GPS-SHaSA* qui inclut à la fois le choix des questions posées, leur séquence et leur formulation précise font partie intégrante de la méthodologie. L'élaboration du questionnaire résulte à la fois d'un travail engagé sur plusieurs années pour tester la pertinence et la robustesse des résultats issus des enquêtes et d'un processus de discussion et de dialogue avec différents acteurs dans les pays pilotes concernés. Ainsi, un premier jeu de questions a été retenu dans

les deux modules G et P&S partant de différentes expériences d'enquêtes passées et en cours, conduites avec succès au cours des deux dernières décennies. Les questionnaires se sont inspirés au premier chef des modules « gouvernance et démocratie » développés par DIAL au début des années 2000. D'autres expériences ont aussi été mobilisées : les enquêtes *Afrobaromètre* pour le module gouvernance, ainsi que les enquêtes de « victimisation » pour le module paix et sécurité (UNODC *et alii*, 2010 & 2014). Les questions ont été choisies en raison de leur double pertinence : pertinence par rapport aux objectifs (thématiques, d'harmonisation ce qui suppose des indicateurs qui peuvent s'appliquer dans tous les pays) ; pertinence statistique et analytique (des questions simples, faciles à comprendre et qui permettent des interprétations solides).

Etant donné l'impératif de légèreté des enquêtes, chacun des deux modules a été volontairement réduit (une page de questionnaire), afin de garantir une charge minimale et un coût d'enquête limité. En conséquence, il a fallu sélectionner les questions les plus pertinentes parmi les nombreux indicateurs existants. En particulier dans la perspective de disposer d'un questionnaire harmonisé, n'ont été retenues que les questions d'intérêt général, susceptibles de s'appliquer à l'ensemble des pays africains.

Concernant le module sur la gouvernance, cette notion englobe un domaine très large. Le module se focalise sur la gouvernance démocratique qui suppose l'application d'un certain nombre de principes clefs : la primauté du droit, l'équité, la transparence, la responsabilité démocratique, la participation. Plus particulièrement, les indicateurs et les questions d'enquêtes retenus portent sur les 11 principes fondamentaux que sous-tend la *Charte Africaine sur la Démocratie, les Elections et la Gouvernance*, à savoir : les droits de l'homme, l'Etat de droit, des gouvernements représentatifs, des élections régulières, libres et justes, la séparation des pouvoirs, l'égalité de genre, la participation citoyenne, la transparence, la lutte contre la corruption, le maintien de l'ordre constitutionnel, et le pluralisme politique.

Concernant la paix et la sécurité, le module cherche à mesurer la violence et l'insécurité, telles qu'elles peuvent être vécues au quotidien par la population et qui peuvent entraver le potentiel de développement des sociétés. Le module est lui aussi sous-tendu par les principes mis en avant par la *Charte Africaine instituant le Conseil de Paix et Sécurité*. Plus largement, l'initiative *GPS-SHaSA* s'est employée à trianguler de manière systématique trois types de sources, afin d'assurer un degré de cohérence maximum : les textes normatifs en vigueur au niveau africain (chartes, protocoles, conventions, résolutions, etc.), les

statistiques administratives et les enquêtes. L'exercice a débouché sur l'élaboration de deux matrices alignant les indicateurs de gouvernance d'une part et de paix & sécurité de l'autre.

L'objectif de ces deux modules est ainsi de recueillir le point de vue de la population sur la gouvernance, la paix et la sécurité dans le pays. Le questionnaire vise à collecter à la fois trois catégories d'information : les pratiques (expériences et comportements) de la population, les attitudes, normes et les valeurs ; les appréciations et les jugements. Le questionnaire recueille à la fois des informations objectives, factuelles liées aux comportements, aux expériences vécues et des informations subjectives liées à la perception ou à la satisfaction des enquêtés. La saisie de ces deux dimensions (les expériences ou le vécu d'un côté, les perceptions de l'autre) est fondamentale pour établir un état des lieux et un suivi des phénomènes. En effet, la perception comme l'expérience, qui ne sont pas forcément corrélées, comptent pour l'évaluation et/ou la définition des politiques.

A ces informations propres aux modules viennent s'ajouter les données de type socio-économique collectées dans le cadre de l'enquête support (sexe, classe d'âge, niveau d'éducation, groupes ethniques, localisation géographique, statut migratoire, type d'insertion sur le marché du travail, niveau de pauvreté, etc. ; voir ci-dessous). La combinaison des trois premières catégories d'informations offre la possibilité de dresser l'état des lieux le plus complet de la gouvernance, la paix et la sécurité, dans leurs différentes dimensions. Leur croisement avec les variables socio-économiques permet d'identifier les groupes et sous-groupes de population les plus affectés par les dysfonctionnements du système de gouvernance, paix & sécurité, dans la perspective de la mise en place de politiques appropriées, ciblées et adaptées au contexte spécifique de chaque pays.

Au-delà de cette plateforme de base qui offre un tronc commun d'indicateurs, le dispositif d'enquête prévoit la possibilité de développer de manière additionnelle un jeu de questions spécifiques adapté à chaque contexte national. A titre illustratif, la version complète des deux modules pourrait par exemple consister en un questionnaire harmonisé d'une page chacun, et un questionnaire spécifique également d'une page complétant chaque module de base, soit un ensemble de quatre pages de questionnaire. Evidemment, toute autre configuration des questions spécifiques articulées aux deux modules harmonisés peut être envisagée et laissée à la discrétion de chaque INS en fonction des besoins. Enfin, si les deux modules sont autonomes et peuvent être administrés indépendamment l'un de l'autre, il est vivement conseillé, pour des raisons de coûts et pour maximiser leur potentiel d'analyse (notamment en

termes de croisements thématiques) de les collecter simultanément.

Il convient de souligner, que les différentes étapes de l'élaboration des instruments se sont inscrites dans le cadre d'un réel processus participatif. Les différents ateliers du groupe de travail spécialisé No. 1 de la SHaSA ont permis de mobiliser les compétences internes mais aussi extérieures pour faire l'état de l'art en amont, puis pour élaborer, valider et documenter l'ensemble du dispositif depuis les questionnaires jusqu'au plan de tabulation des résultats en passant par le manuel de l'enquêteur (Razafindrakoto et Roubaud, 2014), par itérations successives. Cette construction collective de l'instrument d'enquête est une condition essentielle de la réussite du protocole statistique, car c'est le seul qui permet de garantir une réelle appropriation de la méthodologie et de ses débouchés.

---

## Un premier bilan méthodologique<sup>18</sup>

---

Entre la fin 2013 et septembre 2015 (moment de la rédaction de cet article), les enquêtes GPS ont été lancées dans neuf pays, cinq en tant que pays-pilote de l'initiative *GPS-SHaSA*, et quatre à leur propre compte (Figure 3). A ces neuf pays, il convient d'en ajouter deux autres : le Bénin qui poursuit son investissement de longue date dans ce domaine jusque-là de manière indépendante et Madagascar qui doit conduire l'enquête avant la fin de l'année 2015, également à partir du socle historique le plus ancien (1995) et des séries les plus longues. De plus, certains pays ont déjà procédé à plusieurs vagues d'enquêtes (2 au Mali : 2014 et 2015 ; 3 au Cap Vert : 2013, 2014 et 2015), ces deux pays ayant décidé d'institutionnaliser le module sur une base périodique annuelle. Compte tenu de la nouveauté aussi bien de l'approche méthodologique que du cadre institutionnel dans lequel elle s'inscrit, ces avancées constituent un indicateur très concret du succès de l'initiative *GPS-SHaSA*, qui est devenu en un temps exceptionnellement court l'un des groupes de travail les plus dynamiques de la SHaSA. Des dizaines de milliers de citoyens africains ont donc été enquêtés, et les données ont commencé à être traitées. Le Cap Vert fut le premier à présenter publiquement les premiers résultats des enquêtes, suivi de près par quatre autres pays (Burundi, Côte d'Ivoire, Mali et Ouganda). Ces quatre pays ont publié des rapports d'analyse détaillés, tandis que les travaux sont en cours ailleurs. Nous tirons dans cette partie un premier bilan méthodologique des enquêtes. Celui-ci est principalement basé sur quatre pays pour lesquels

---

<sup>18</sup>Nous remercions Thomas Calvo, stagiaire à DIAL, pour son appui dans le calcul d'un certain nombre d'indicateurs.

les bases de données sont accessibles (Burundi, Côte d'Ivoire, Mali et Ouganda). Nous le compléterons par des éléments plus parcellaires sur les autres pays, à chaque fois que les informations sont disponibles (rapports, communications, etc.).

### **Caractéristiques générales des enquêtes GPS-SHaSA**

Si le plan de sondage et la taille des échantillons varient selon les pays, globalement, les mêmes principes ont été appliqués (Tableau 3). En premier lieu, le module GPS a été greffé sur deux types d'enquêtes support. Pour la majorité, il s'agit d'enquêtes sur les conditions de vie des ménages et/ou de type *enquête 1-2-3* (CdV/123). Dans deux cas, les modules ont été couplés à des enquêtes plus générales sur la gouvernance (Ouganda et Tunisie), à l'occasion de projets de l'INS en partenariat avec le PNUD qui dépassent le cadre de l'initiative *GPS-SHaSA*. Enfin, le Kenya a choisi à ce stade de tester le questionnaire sur un nombre limité d'adultes, en le greffant sur une enquête spécifique portant sur la consommation de tabac. La stratégie d'échantillonnage des enquêtes-support est relativement homogène et classique des enquêtes CdV/123, avec un plan de sondage aréolaire stratifié à plusieurs degrés (en général deux degrés). Les unités primaires (zones de dénombrement issues du dernier recensement de la population), sont tirées avec probabilités proportionnelles à leur taille. Au second degré, au sein de chaque unité primaire, les ménages préalablement dénombrés de manière exhaustive, sont sélectionnés par un tirage aléatoire systématique sur liste. La stratification intervient au premier degré et est d'ordre géographique (régions, provinces, zones agro-écologiques). La taille des échantillons varie de 4 000 à 21 000 ménages. Il s'agit d'enquêtes représentatives au niveau national, et leur domaine d'inférence est au minimum urbain/rural, souvent scindés au niveau régional (Bénin, Burundi, Mali, etc.).

Le module GPS a systématiquement été appliqué à un échantillon d'adultes (18 ans et plus) tirés au sein de l'ensemble de ceux identifiés dans l'enquête support. La sélection des individus (3<sup>ème</sup> degré d'enquête) peut intervenir à deux niveaux, éventuellement combinés : en tirant aléatoirement un échantillon représentatif de ménages parmi les ménages de l'enquête-support (par exemple un ménage sur deux au Cameroun et au Cap Vert, un sur quatre en Côte d'Ivoire) ; en tirant aléatoirement un nombre choisi d'adultes au sein de chaque ménage (par exemple un individu en Côte d'Ivoire,

tous jusqu'à trois au maximum au Mali, tous les adultes du ménage au Burundi). La taille des échantillons d'adultes auxquels a été appliqué le module *GPS-SHaSA* varie d'un minimum de 1 000 personnes (Ouganda) à un maximum de 13 000 personnes (au Burundi et au Mali en 2014). Les échantillons montent même à 15 000 individus au Mali en 2015 et jusqu'à 40 000 au Bénin ! La moyenne des échantillons est de 12 000 personnes (13 000 pour la médiane), soit une taille très supérieure à celle des enquêtes équivalentes (par exemple de 5 à 10 fois supérieure à celle des enquêtes *Afrobaromètre*). Le tableau 3 présente les plans de sondage pour les différents pays (pour plus de détail, voir les rapports pays publiés par les INS).

En termes de questionnaire, l'ensemble des questions (environ 60) du module générique ont été en général retenues. Dans une petite minorité de pays, un nombre très limité de questions/modalités jugées sensibles n'ont pas été posées. C'est par exemple le cas de la préférence pour un régime dirigé par « un homme fort » en Ouganda, celle sur la confiance dans le Président au Cameroun ou encore celle sur le risque terroriste en Tunisie. Ces rares réserves peuvent probablement s'expliquer par le côté novateur de la thématique, envisagée à ce stade comme une phase pilote pour tester la procédure, et qui s'est traduit par une certaine frilosité, voire une autocensure. En revanche, aucun pays n'a utilisé la possibilité de concevoir d'autres questions/modules spécifiques au contexte local, à l'exception des deux pays où le module *GPS-SHaSA* harmonisé n'est qu'une sous-partie d'une enquête plus large sur la gouvernance (Ouganda, Tunisie). Le Bénin est le seul pays à avoir utilisé le dispositif *GPS-SHaSA* à son potentiel maximum, avec l'administration du module intégral auquel a été ajoutée une importante batterie de questions spécifiques. Cette ambition (en termes de questionnaires et d'échantillon) est d'autant plus remarquable que ce pays a mis en place l'enquête de manière totalement autonome. Mais ce déploiement paraît moins surprenant lorsqu'on sait que le Bénin est le pays qui est le plus loin en termes d'institutionnalisation des modules depuis la première expérimentation au début des années 2000. Plus généralement, le fait que les pays qui ont été le plus loin en termes d'institutionnalisation (Bénin, Mali) soient aussi ceux qui ont accru le plus la taille de leur échantillon au cours du temps est un indicateur de l'intérêt porté à l'approche.

Tableau 3 :  
Principales caractéristiques du module *GPS-SHaSA*

	Pays pilote					Autres pays ( <i>self-starters</i> )				
	Cameroun	Cap Vert	Côte d'Ivoire	Kenya	Malawi	Bénin	Burundi	Mali	Ouganda	Tunisie
<b>Enquête support</b>										
Nom de l'enquête	ECAM 4	IMC	ENV	GATS	WMS	EMICoV	ECVMB	EMOP	UNGBS	GPD
Type d'enquête	CdV/123	CdV/123	CdV/123	Spécifique	CdV/123	CdV/123	CdV/123	CdV/123	GoV	GoV
Nombre d'unités primaires			1 068	Test	699	911	415	911	375	298
Nbre de ménages (théorique)	12 848	9 918	12 816	Pilote		22080	7 128		3 750	4 470
Nbre de ménages (final)		8 804		-		21 402	7 006			
<b>Module <i>GPS-SHaSA</i></b>										
Année d'enquête	2014	2013-15	2015	2013	2015	2015	2013-14	2014-15	2013	2014
Unité d'analyse	Adulte	Adulte	Adulte	Adulte	Adulte	Adulte	Adulte	Adulte	Adulte	Adulte
Nombre d'individus	5 102	3 771	3 082	74	14 198	39991	13 116	13 835	1 036	14 000
Questionnaire	Intégral	Intégral	Intégral	Intégral	Partiel	Intégral+	Intégral	Intégral	Partiel+	Partiel+
Nombre de questions posées	61	60	60	60	n.d.	61+	61	60	59+	n.d.+

Sources : Modules *GPS-SHaSA*, 2013-2015, Instituts Nationaux de la Statistique ; élaboration des auteurs.

Note : Enquête Camerounaise auprès des Ménages (ECAM, Cameroun) ; *Inquérito Multi-objetivo Contínuo* (IMC, Cap Vert) ; *Global Adult Tobacco Survey* (GATS, Kenya) ; *Welfare Monitoring Survey* (WMS, Malawi) ; Enquête Gouvernance, Paix et Démocratie (GPD, Tunisie) ; Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages au Bénin (EMICoV, Bénin) ; Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages au Burundi (ECVMB, Burundi) ; Enquête sur les Niveaux de Vie (ENV, Côte d'Ivoire) ; Enquête Modulaire et Permanente auprès des ménages (EMOP, Mali) ; *Uganda National Governance Baseline Survey* (UNGBS, Ouganda).

La stratégie de sondage permet de calculer les coefficients d'extrapolation théorique du module GPS à l'ensemble de la population des adultes résidant dans le pays. Comme il se doit, ces coefficients ont été ajustés pour tenir compte de la non-réponse. De plus, dans certains pays, une procédure de stratification *a posteriori* a dû être mise en œuvre. En effet, pour des raisons liées aux contraintes rencontrées sur le terrain, la sélection aléatoire des individus au sein du ménage n'a pas pu être parfaitement respectée, introduisant des biais d'échantillon. Ainsi, on observe dans certains pays une surreprésentation des chefs de ménage, ou des plus âgés et une sous-représentation des membres secondaires du ménages (les plus jeunes, les plus mobiles). Après étude des réponses comparées de la distribution des variables socio-démographiques entre l'enquête-support et le module GPS, plusieurs critères de post-stratification ont été retenus : le milieu de résidence, le sexe, la situation dans le ménage et la tranche d'âge. Ils ont été combinés de manière variable suivant les cas, et les sous-totaux ont été calés sur les extrapolations de l'enquête-support.

### Evaluation de la pertinence et de la robustesse des résultats

La statistique d'enquête a l'habitude de distinguer deux types d'erreurs : les erreurs non aléatoires (ou erreurs de mesure) et les erreurs aléatoires (erreurs de sondage). Nous tenterons ici d'explorer successivement les deux.

### Les erreurs de mesure : non-réponse, cohérence et fiabilité

Sur le premier front, afin d'assurer la qualité de l'enquête, un certain nombre de mesures ont été prises en amont. Une attention particulière a été accordée à la phase d'élaboration de la méthodologie et du questionnaire, ainsi qu'à la formation des enquêteurs. Le questionnaire a été conçu en s'appuyant sur une expérience accumulée depuis deux décennies, expérience qui a permis de tester et d'ajuster le dispositif en identifiant notamment les questions les plus pertinentes (faciles à comprendre pour les enquêtés et riches en information du point de vue analytique). Il a dans la plupart des cas été traduit et administré en langues nationales. De plus, le principe retenu est de ne pas accepter de *proxy respondent*. Dans le cas du Burundi, alors que tous les individus ont été enquêtés, pour 13% d'entre eux, les réponses ont été fournies par un autre membre du ménage et non par l'enquêté lui-même. On notera néanmoins que l'analyse comparée des réponses suivant que l'individu a répondu pour lui-même ou pour un autre membre du ménage montre que la qualité des réponses n'est que faiblement affectée.

Les questions ont été adaptées aux contextes locaux, et les concepts traduits dans les différentes langues locales, afin d'assurer une bonne compréhension des enquêtés ne maîtrisant pas le français ou l'anglais. Pour les individus présents dans le ménage au moment du passage de l'enquêteur, les taux de non-réponses pour les différentes questions sont ainsi très limités. Il

convient de noter que les chiffres présentés (Tableau 4) résultent pour une part non négligeable d'erreurs de saisie (fourchette sortant des modalités prévues pour la question considérée). Il ne s'agit donc pas à proprement parler de non-réponse. De

plus, le taux de non-réponse ainsi mesuré ne varie pas significativement d'une catégorie de population à l'autre (suivant le genre, les niveaux de revenu ou d'éducation, etc.).

**Tableau 4 :**  
**Taux de non-réponse à quelques questions des modules GPS**

%	Pays				
	Burundi	Côte d'Ivoire	Mali 2014	Mali 2015	Ouganda
<i>Gouvernance</i>					
Satisfaction avec la démocratie	1,1	0,0	2,2	0,0	0,0
Victime de la corruption	0,8	0,0	0,3	0,0	0,0
<i>Paix et sécurité</i>					
Sentiment de sécurité	0,5	0,0	2,3	0,0	0,0
Menacé avec une arme à feu	0,6	0,0	2,8	0,0	0,0
<i>Emploi</i>					
Taux d'activité	0,0	0,0	1,7	2,0	n.d.
Taux de salarisation	0,0	0,0	n.d.	n.d.	n.d.
Taux de chômage	0,0	0,0	1,7	2,0	n.d.

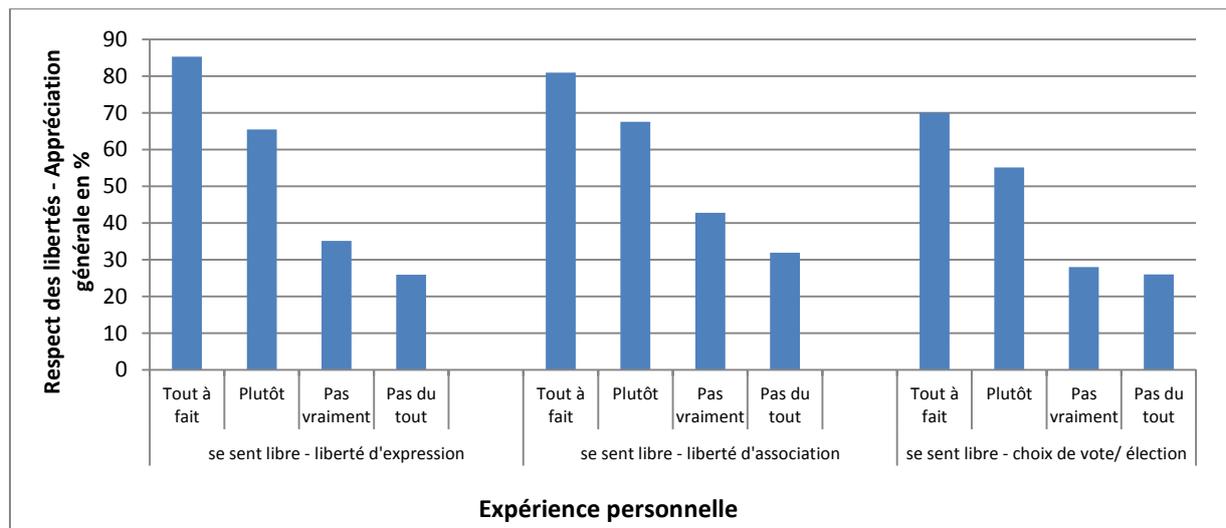
Sources : Modules GPS-SHaSA, 2013-2015, Instituts Nationaux de la Statistique ; élaboration des auteurs.

#### **Cohérence interne : Forte corrélation entre des questions qui sont liées**

Il convient de rester prudent sur l'analyse des corrélations sachant que des résultats contre-intuitifs, ou en apparence contradictoires, ne sont pas forcément synonymes d'erreurs. Ces derniers peuvent signaler des paradoxes qui sont à expliquer. Toutefois, la cohérence interne des réponses à un

questionnaire peut constituer un indicateur de la robustesse de l'enquête. Nous présentons ici différents types de résultats illustratifs qui vont dans ce sens. En premier lieu, la figure 4 illustre la forte corrélation entre deux catégories d'information : l'expérience personnelle et le jugement global. Ainsi, au Burundi, ceux pour qui les libertés sont respectées sont aussi ceux qui se sentent les plus libres d'exercer ces libertés.

**Figure 4 :**  
**Principes démocratiques et Respect des libertés au Burundi**  
**Appréciation générale et expérience personnelle**



Source : ECVMB 2014, module GPS-SHaSA, ISTEEDU ; calculs des auteurs.

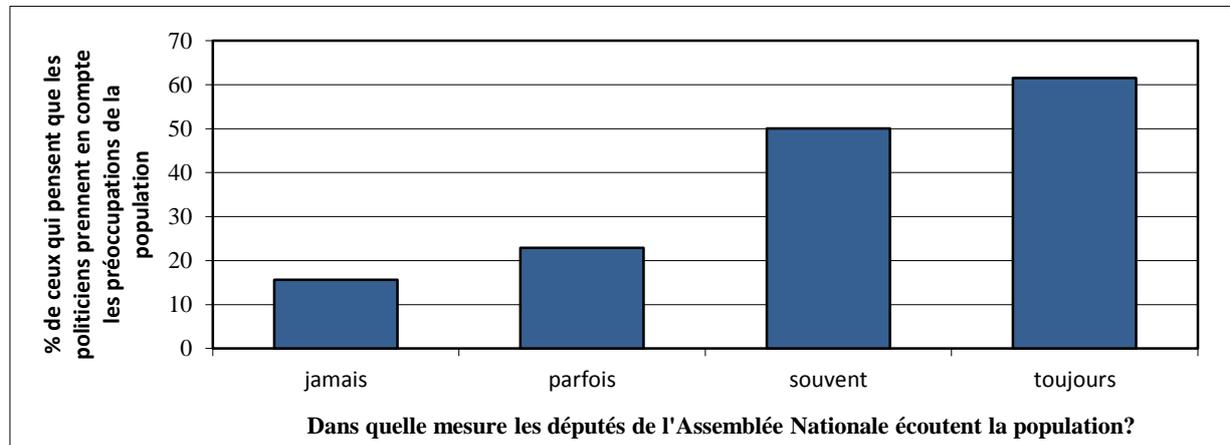
Mode de lecture : 85% de ceux qui se sentent tout à fait libre de dire ce qu'ils pensent considèrent que la liberté d'expression est respectée ; tandis que 25% seulement de ceux qui ne se sentent pas du tout libre de dire ce qu'ils pensent considèrent que la liberté d'expression est respectée.

La figure 5 confronte deux appréciations, l'une sur les politiciens en général, l'autre sur les députés. Ainsi en Côte d'Ivoire, le jugement global sur la capacité d'écoute des politiciens converge avec celui porté sur les membres de l'Assemblée nationale. Enfin, la figure 6 montre que deux

questions formulées différemment (estimation de la « probabilité d'être victime » ou du « degré d'inquiétude ») sur la menace ressentie en termes de violence d'ordre criminel donnent des résultats très cohérents au Mali.

Figure 5 :

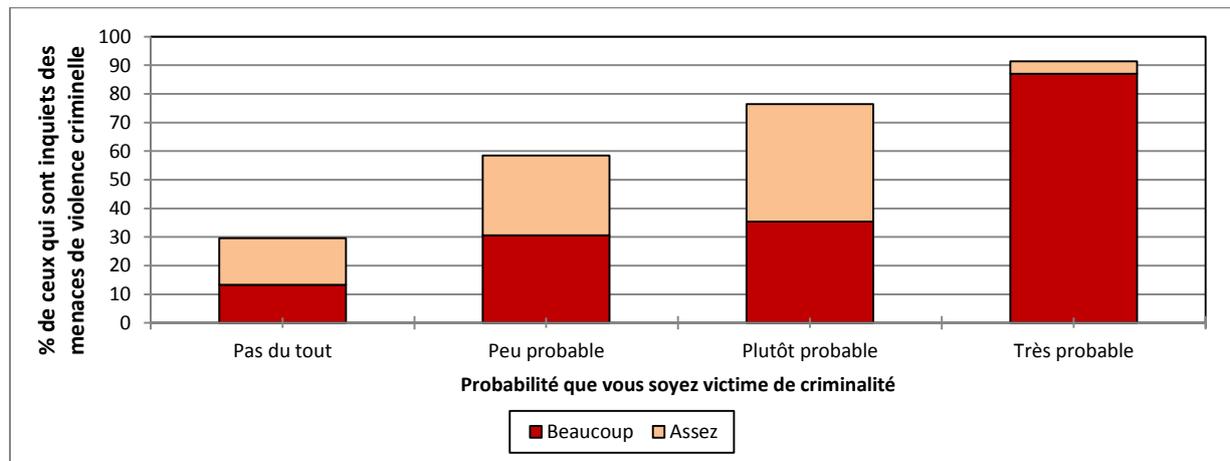
**Prise en compte des préoccupations de la population par les politiciens en Côte d'Ivoire**



Source : ENV2015, module GPS-SHaSA, INS, Côte d'Ivoire; calculs des auteurs.

Figure 6 :

**Menace ressentie en termes de violence d'ordre criminel au Mali**



Source : Enquête EMOP 2013-2014, module GPS-SHaSA, INSTAT, Mali ; calculs des auteurs.

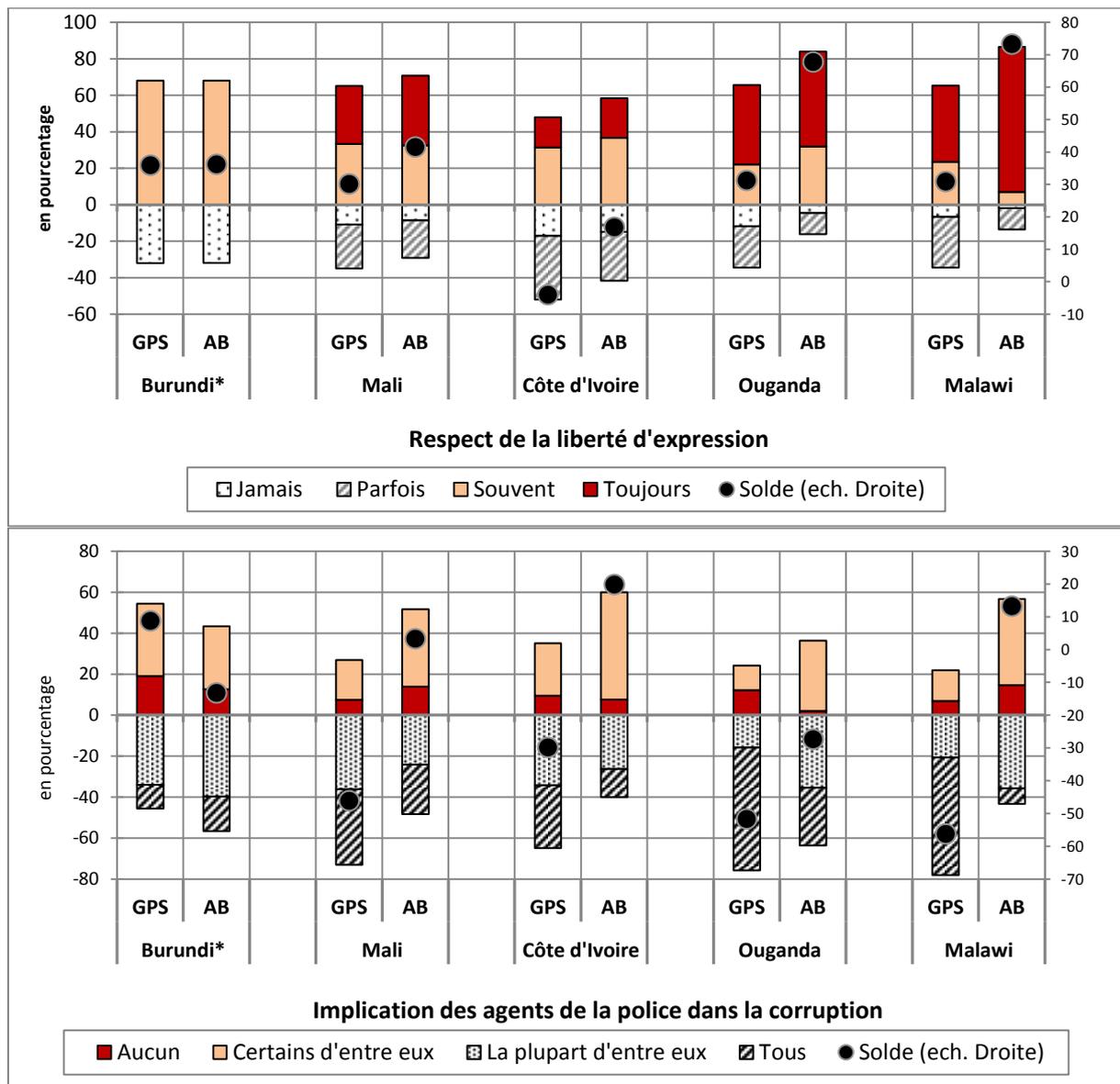
**Comparaison des modules GPS-SHaSA et des enquêtes Afrobaromètre**

La mesure de la gouvernance, la paix et la sécurité par voie d'enquêtes auprès des ménages n'est pas uniquement propre à notre approche. En matière de sécurité, la voie est déjà explorée et relativement standardisée avec les enquêtes de victimisation. Les enquêtes de gouvernance sont quant à elles moins balisées. Dans ce domaine, les enquêtes Afrobaromètre apparaissent comme une référence aujourd'hui reconnue en Afrique. Leur standardisation (comparabilité), la couverture

continentale et leur niveau d'institutionnalisation en font une alternative potentielle présentant de nombreuses similitudes avec la composante d'enquêtes par module de l'initiative GPS-SHaSA. Nous ne chercherons pas ici à analyser les mérites comparés des deux initiatives, que nous considérons plus complémentaires que concurrentes, mais à étudier la robustesse des indicateurs statistiques, en mettant en regard les résultats des deux types d'enquêtes sur des questions communes.

Figure 7 :

## Comparaison des modules GPS-SHaSA et des enquêtes Afrobaromètre



Sources: Modules GPS-SHaSA, Enquêtes Afrobaromètre, divers pays ; calculs des auteurs.

Notes : Pour le Burundi, les modalités de réponse pour le respect de la liberté d'expression étaient « oui/non ».

Au-delà de l'analyse des points de convergence et de divergence entre les deux sources, il s'agit de tester l'idée répandue selon laquelle la gouvernance ne pourrait pas être mesurée de manière fiable par des enquêtes conduites par des institutions publiques, du fait d'un supposé manque d'indépendance de ces dernières. D'où le refus de la part du réseau Afrobaromètre de recourir aux INS, pour des tâches autres que de fournir des éléments de plan de sondage<sup>19</sup>.

<sup>19</sup>Le cas de Madagascar est emblématique à cet égard. Après avoir accepté, à notre instigation, que la collecte des données soit réalisée par l'INSTAT en 2005 et 2008, le réseau Afrobaromètre a finalement décidé de rejeter ce partenariat à partir de 2013, au nom du manque

Déjà en 2004, nous avons pu montrer lors d'une conférence organisée par nos soins à Bamako visant à comparer trois types d'enquêtes (modules gouvernance, Afrobaromètre et plus marginalement l'éphémère projet de mesure de la gouvernance par la CEA ; ECA, 2005) que les résultats étaient globalement convergents, au moins dans le cas du Mali.

La disponibilité des deux types d'enquêtes dans un même pays et à des dates proches permet de creuser plus systématiquement la question. Les principales conclusions de cet exercice sont éclairantes. En

d'indépendance supposée de l'INS, et de revenir à un arrangement institutionnel excluant par principe toute institution publique, comme ailleurs sur le continent.

premier lieu, pour un certain nombre de variables, la distribution des réponses est très proche, montrant la robustesse de la mesure par voie d'enquête (voir à titre d'exemple le respect de la liberté d'expression au Mali ou au Burundi ; Figure7). En second lieu, l'hypothèse d'un biais systématique des enquêtes publiques est invalidée. Dans un certain nombre de cas, les réponses aux enquêtes *Afrobaromètre* sont en moyenne plus critiques que celles de l'initiative *GPS-SHaSA*. Par exemple, le niveau de satisfaction avec le fonctionnement de la démocratie est en moyenne plus faible dans les enquêtes *Afrobaromètre*. En revanche, on observe le phénomène inverse pour de nombreuses autres variables. Ainsi, le respect de la liberté et de la transparence électorale est la plupart

du temps moins bien noté dans les modules *GPS-SHaSA*. Plus souvent encore, pour une même question, les résultats sont variables d'une source à l'autre, suivant les pays, les institutions et les périodes. Prenons le cas du respect des principes démocratiques dans cinq pays et neuf principes où les informations sont disponibles. Pour chacune des 33 variables où les questions sont comparables, on peut calculer la différence des soldes d'opinion (*Diff-in-Diff*), une mesure synthétique des écarts entre les deux sources. Dans 13 cas, les résultats *Afrobaromètre* sont plus critiques que ceux du module *GPS* ; dans 15 cas, ils le sont moins et dans 5 le solde d'opinion n'est pas sensiblement différent.

Tableau 5 :

**Mandataire supposé des enquêtes *Afrobaromètre* selon les enquêtés**

	Malawi	Mali	Ouganda	Burundi	Côte d'Ivoire
<b>Présidence/Gouvernement</b>	65,8	48,6	57,3	41,2	43,5
ONG/Org. Inter./Institut de recherche	14,9	34,9	23,0	33,5	39,8
Autres	19,3	16,5	19,7	25,3	16,7
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Sources : *Enquêtes Afrobaromètre ; calculs des auteurs.*

Il n'est évidemment pas possible de conclure de manière définitive. L'exercice est par nature imparfait : les questions ne sont pas posées exactement de la même façon, à la même période, etc.<sup>20</sup> Mais on peut d'ores et déjà affirmer que le postulat selon lequel les enquêtes conduites par la statistique publique seraient systématiquement plus favorables aux institutions gouvernementales ou aux partis au pouvoir est plus de nature idéologique que scientifique. D'une part, les INS sont *de jure* indépendants dans tous les pays, et le sont *de facto* dans la plupart, rares étant les pays où des cas de manipulation des données par l'INS ont été avérés. D'autre part, les questions de gouvernance ne sont pas par nature plus sensibles que les questions d'ordre socio-économique. Un gouvernement peut certes être mis en difficulté parce que la corruption est élevée ou en hausse, mais il le sera tout autant en cas de mauvaise performance sur le front de l'inflation, de la pauvreté ou du chômage. Enfin, le fait que les enquêtes soient réalisées par des organismes privés n'est en rien une garantie d'indépendance. D'ailleurs, les enquêtés ne sont pas forcément au courant de l'origine des commanditaires des enquêtes. Ainsi, dans les pays *GPS*, près de la moitié des enquêtés *Afrobaromètre*

pensent que c'est le gouvernement qui est à l'origine de l'opération. Cette proportion variant de 41 % au Burundi à 66 % au Malawi (Tableau 5).

**Les erreurs de sondage : précision et intervalles de confiance**

Un des grands avantages de la méthode appliquée ici est de pouvoir juger rigoureusement de la précision des indicateurs de l'enquête. Il est donc possible de calculer précisément les intervalles de confiance associés à chacune des variables de l'enquête. Le tableau 6 donne une mesure, pour quelques questions du module *GPS*, et pour tous les pays dont les données sont disponibles, de la qualité des estimateurs proposés (au seuil de 5 %). Deux enseignements peuvent être tirés à ce stade. Premièrement, les résultats sont robustes et bien sûr d'autant plus précis que la taille des échantillons est grande. Deuxièmement, les erreurs aléatoires sur les variables *GPS* ne sont pas structurellement différentes de celles observées pour les variables socio-économiques classiques.

<sup>20</sup>Il convient d'ajouter que les enquêtes *Afrobaromètre* en sont déjà à leur sixième vague alors que les enquêtes *GPS-SHaSA* sont encore dans une phase pilote, ce qui peut également avoir une influence sur le degré de confiance des enquêtés et donc sur les résultats.

Tableau 6 :  
Précision des estimateurs pour quelques variables-clefs et quelques pays

	Burundi	Côte d'Ivoire	Mali 2014	Mali 2015	Ouganda
<i>Gouvernance</i>					
Satisfaction avec la démocratie	77,0% [75,5 ; 78,5]	56,4% [53,5 ; 59,2]	58,7% [56,0 ; 61,4]	57,5% [55,0 ; 60,0]	72,1% [68,5 ; 75,5]
Contact avec l'administration	80,4% [78,4 ; 82,3]	40,6% [37,9 ; 43,3]	11,5% [10,2 ; 12,8]	15,5% [14,1 ; 17,1]	29,0% [25,9 ; 32,1]
Victime de corruption	4,4% [3,7 ; 5,2]	16,4% [14,3 ; 18,8]	7,5% [8,7 ; 12,8]	4,0% [3,4 ; 4,6]	18,0% [15,3 ; 21,1]
Confiance dans l'administration	86,6% [85,3 ; 87,8]	72,3% [69,7 ; 74,8]	67,4% [64,7 ; 70,1]	62,2% [59,9 ; 64,4]	61,9% [58,2 ; 65,5]
<i>Paix et sécurité</i>					
Perception menace de conflit armé	55,2% [53,2 ; 57,2]	47,2% [43,7 ; 50,7]	53,7% [49,8 ; 57,5]	59,4% [55,9 ; 62,8]	39,0% [34,7 ; 43,6]
Victime d'agression physique	4,3% [3,8 ; 5,0]	7,1% [5,7 ; 8,8]	1,7% [1,2 ; 2,2]	0,6% [0,5 ; 0,8]	n.d. -
Existence de structures de résolution de conflit	84,9% [83,4 ; 86,3]	65,5% [62,0 ; 68,7]	74,9% [71,8 ; 77,8]	67,1% [64,3 ; 69,8]	5,7% [4,3 ; 7,5]
Sentiment d'insécurité	7,8% [6,8 ; 8,9]	29,1% [26,4 ; 31,9]	17,5% [15,5 ; 19,8]	31,6% [29,3 ; 34,1]	53,2% [48,8 ; 57,6]
<i>Emploi</i>					
Taux d'activité	88,0% [87,2 ; 88,8]	56,3% [53,5 ; 59,0]	69,8% [68,0 ; 71,5]	n.d. -	n.d. -
Taux de salarisation	7,5% [6,7 ; 8,4]	14,9% [12,8 ; 17,3]	n.d. -	n.d. -	n.d. -
Taux de chômage	2,4% [2,1 ; 2,8]	3,5% [2,6 ; 4,6]	5,2% [4,4 ; 6,1]	n.d. -	n.d. -

Sources : Modules GPS-SHaSA, 2013-2015, Instituts Nationaux de la Statistique ; élaboration des auteurs.

## Quelques résultats illustratifs

Nous présentons ici quelques exemples concrets sélectionnés pour illustrer l'intérêt des modules GPS, et en particulier les atouts des choix méthodologiques développés dans les parties précédentes<sup>21</sup>. Nous montrons entre autres comment les résultats d'une enquête spécifique auprès des citoyens fournissent des indicateurs permettant le suivi de l'ODD 16. Ces analyses complètent et élargissent la première publication tirée des enquêtes sur ce thème dans trois pays (Burundi, Mali et Ouganda ; Orkin *et alii*, 2015). Les illustrations visent à mettre en avant la complémentarité entre les dimensions objectives (les expériences vécues) et subjectives (perceptions des individus). En effet, si les indicateurs subjectifs de perception revêtent un intérêt évident pour mesurer l'état de l'opinion et comprendre un phénomène, il est nécessaire de les confronter à des mesures objectives.

### La démocratie : une évaluation des aspirations et de son fonctionnement

Parmi les cibles de l'objectif 16 des nouveaux ODD figurent explicitement la promotion de l'Etat de

droit, la protection des libertés fondamentales, l'accès à la justice pour tous dans des conditions d'égalité, la promotion et l'application de lois et de politiques non discriminatoires, la mise en place d'institutions efficaces, responsables et transparentes. Les questions dans le module GPS permettent d'évaluer pour chaque pays l'effort à fournir pour atteindre ces cibles qui sont en lien avec les principes de la démocratie.

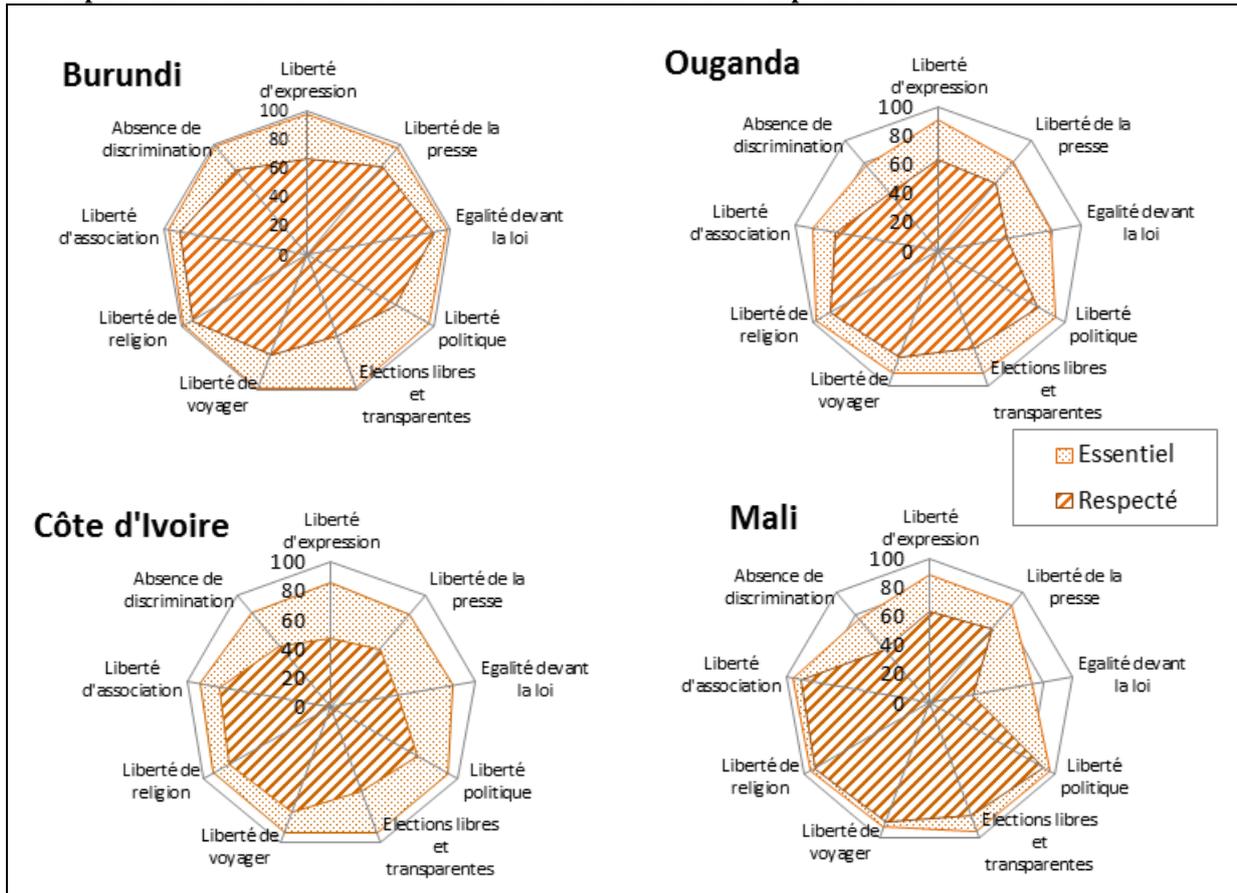
Un certain nombre de principes traditionnellement associés à la démocratie ont été proposés aux enquêtés (liberté d'expression, liberté politique, égalité devant la loi, absence de discrimination, etc.). D'une part, en évaluant dans quelle mesure la population considère que ces principes sont essentiels, on enregistre le niveau des aspirations (Figure 8). D'autre part, la perception des citoyens de la manière dont ces attributs sont respectés donne un diagnostic du fonctionnement démocratique. Sachant que les cibles des ODD sont censés tenir compte des circonstances nationales et donc en particulier des aspirations de la population, nous avons ici un exemple concret illustrant la possibilité d'identifier et de mesurer ces dernières. A défaut de (ou parallèlement aux) cibles chiffrées, l'écart entre l'« espace des aspirations » (ou de la demande) et celui de l'« espace effectif de la démocratie » (ou de respect de la démocratie) donne pour chaque pays une mesure du chemin à parcourir pour atteindre les cibles. Les cibles sont donc déterminées à partir des attentes propres à chaque population.

<sup>21</sup> Des analyses détaillées et couvrant l'ensemble des champs abordés par les modules GPS sont d'ores et déjà disponibles pour le Burundi, la Côte d'Ivoire, le Mali et l'Ouganda (voir Rapports nationaux en bibliographie).

Globalement, les attentes sur le front de la démocratie n'autorisent pas de doute. Pour l'ensemble des pays analysés, la grande majorité de la population considère comme essentielles les neuf caractéristiques associées à la démocratie. Des profils différenciés peuvent toutefois être observés. Le caractère fondamental de l'égalité devant la loi et de l'absence de discrimination est loin de faire l'unanimité au Mali et en Ouganda. Comme c'est

dans ces deux pays que ces principes sont aussi les moins respectés, on peut s'interroger si c'est la moindre importance accordée à ces derniers qui fait qu'ils sont moins appliqués. Mais les faiblesses identifiées par la population sur le front démocratique varient selon les pays. Les insatisfactions portent surtout sur la liberté d'expression et sur l'organisation d'élections libres et transparentes pour le Burundi et la Côte d'Ivoire.

**Figure 8 :**  
**Perception du fonctionnement de la démocratie relativement aux aspirations**



Sources : modules GPS-SHaSA, 2014/2015, Instituts Nationaux de la Statistique ; calculs des auteurs.

En amont, nous retrouvons un résultat que nous avons mis en avant lors de la vague au début des années 2000 (Razafindrakoto et Roubaud, 2005b). La démocratie n'est pas un concept importé et plaqué. Les citoyens africains ne se font pas une idée différente de la démocratie que celle issue des démocraties historiques. Il est d'ailleurs piquant de noter que, contrairement à notre intuition à l'époque, ce type de questions n'a été posé pour la première fois aux Européens qu'en 2012, dans un module spécifique de l'*European Social Survey* (Ferrin et Kriesi, 2014). Finalement, ce ne sont pas les citoyens africains qui ressemblent aux Européens sur le front des valeurs démocratiques, mais le contraire.

### Les discriminations : perception et expérience

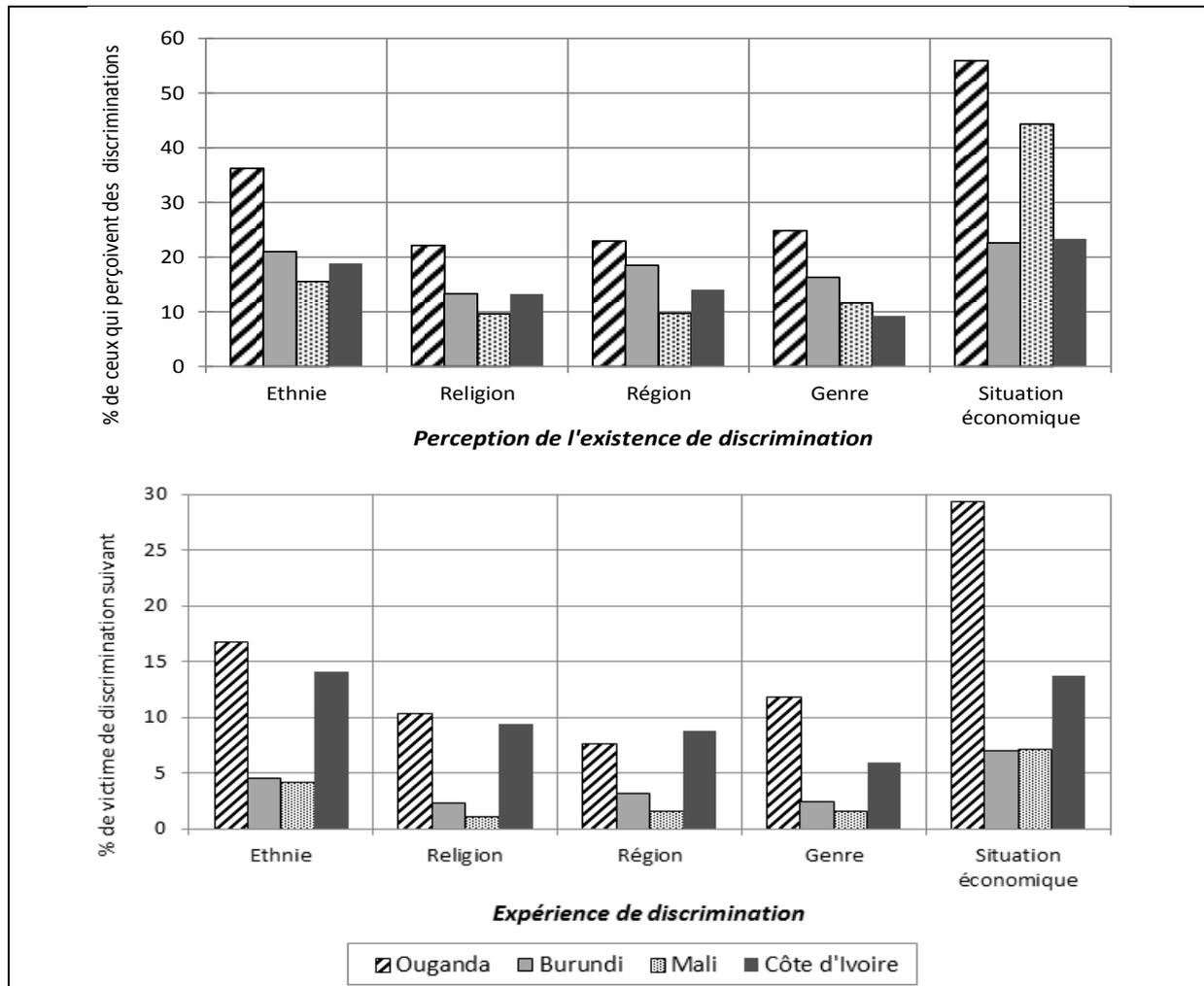
Les modules GPS donnent l'opportunité d'établir un état des lieux précis sur l'existence et l'ampleur des phénomènes de discrimination dans chaque pays. En conformité avec les résultats de la partie précédente, la situation en la matière est problématique en Ouganda, en Côte d'Ivoire et au Mali (Figure 9). Les deux premiers pays se démarquent en particulier par un pourcentage de victimes nettement plus élevé. Mais il convient surtout de souligner la cohérence entre les perceptions de la population et l'incidence effective des phénomènes de discrimination. D'abord, il est normal que le pourcentage d'individus ressentant l'existence de ce problème soit beaucoup plus élevé

que le taux de victimes, ceux qui perçoivent le phénomène n'étant pas uniquement les victimes. Ensuite, qu'on se réfère aux perceptions ou aux situations réellement vécues, les discriminations suivant le niveau de revenu (à l'encontre des plus pauvres) apparaissent les plus répandues quel que soit le pays. L'origine ethnique vient après le niveau de vie parmi les motifs des discriminations. Mais ce problème est loin d'être circonscrit puisqu'un pourcentage non négligeable, entre 4% et 16% des citoyens, se déclarent victimes de discrimination en raison de leur ethnie.

Enfin, le contexte spécifique à chaque pays semble jouer soit sur le niveau de connaissance ou de prise de conscience sur la portée effective des discriminations, soit sur le jugement de la population qui peut alors être déconnecté des réalités objectives. Ainsi, en Côte d'Ivoire, malgré

un pourcentage relativement important de victimes, la population ne se montre pas très critique sur l'ampleur du phénomène. Ainsi, soit le phénomène n'est perçu que par une part restreinte de la population se limitant essentiellement aux victimes, soit le climat qui tend à apaiser les tensions entre les communautés suite aux crises passées joue positivement sur les perceptions. En revanche au Mali et au Burundi, même si les personnes ayant vécu des expériences de discrimination sont relativement peu nombreuses, la population fait montre de jugements relativement sévères. Ici encore, deux hypothèses peuvent être avancées : soit la connaissance du fléau, et donc sa dénonciation par la population, est assez répandue ; soit les contextes spécifiques qui prévalent dans ces deux pays influent négativement sur les perceptions.

**Figure 9 :**  
**Expérience et perception de problèmes de discrimination**



Sources : modules GPS-SHaSA, 2014/2015, Instituts Nationaux de la Statistique ; calculs des auteurs.

Soulignons de nouveau que l'absence ou la faible corrélation entre les indicateurs de perception (subjective) et ceux basés sur le vécu (réalité

objective) n'est pas problématique et n'invalide en rien la pertinence des données puisque ces indicateurs sont complémentaires. Ils couvrent deux

dimensions en partie déconnectées et qui toutes deux jouent sur les dynamiques réelles, qu'elles soient économiques ou politiques. Il est tout aussi important de tenir compte de la réalité objective que des appréciations subjectives des citoyens.

### La corruption bureaucratique : perception et incidence

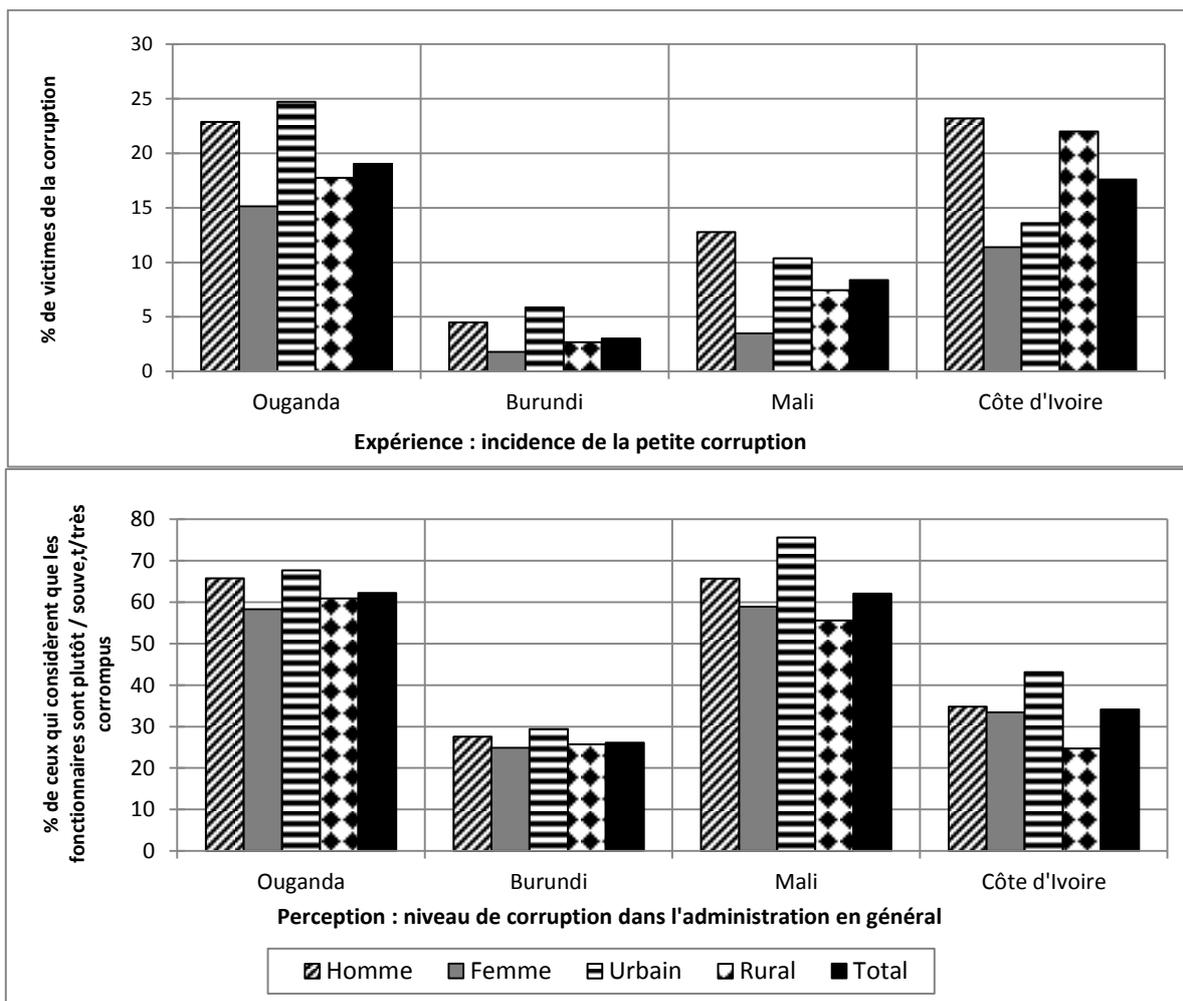
Parallèlement aux indicateurs subjectifs de perception de l'ampleur de la corruption, les modules GPS permettent d'évaluer l'incidence réelle de la corruption. Les indicateurs sont mesurés à partir des expériences vécues par la population. Il convient toutefois de préciser qu'on ne peut saisir à travers cette approche que la petite corruption qui affecte les ménages dans leur démarche quotidienne. Les enquêtes auprès des ménages ne permettent pas d'estimer l'importance effective de la grande corruption qui opère au sommet de l'Etat ou au niveau des grandes entreprises.

La mesure de l'incidence de la petite corruption montre qu'elle affecte un pourcentage significatif

de citoyens, à l'exception du Burundi où le taux est très faible (entre 2 et 3% de la population). Invités à faire part de leur expérience, respectivement 19%, 17,6% et 8,4% des usagers (ceux en contact avec l'administration) en Ouganda, en Côte d'Ivoire et au Mali ont été directement victimes de la corruption de la part de fonctionnaires indéliques au cours de l'année d'enquête (Figure 10). L'incidence est plus forte en milieu urbain, sauf en Côte d'Ivoire, sans que cela puisse s'expliquer uniquement par une plus grande fréquence des contacts. Les hommes semblent également être plus affectés par la corruption dans tous les pays. On peut s'interroger si les écarts entre les milieux (urbain/rural) et suivant le genre découlent de comportements différenciés des différents groupes de population (avec une plus grande intégrité chez les ruraux et les femmes) ou de stratégies des fonctionnaires corrompus qui cibleraient les plus solvables (plus souvent les hommes, les chefs de ménages, les urbains, etc.).

Figure 10 :

#### Expérience et perception de la petite corruption



Sources : modules GPS-SHaSA, 2014/2015, Instituts Nationaux de la Statistique ; calculs des auteurs.

Suivant le milieu, les urbains tendent à afficher des appréciations plus sévères sur l'intégrité des fonctionnaires (en particulier au Mali et en Côte d'Ivoire). En revanche, les différences ne sont pas vraiment significatives entre les hommes et les femmes. Mais les résultats viennent surtout confirmer l'influence du contexte qui prévaut dans les pays sur les perceptions des citoyens, comme l'illustre le cas du Mali. Comme en Ouganda, 62% de la population considère que les fonctionnaires sont plutôt ou très corrompus. La confrontation de ce chiffre avec l'incidence réelle de la corruption bureaucratique souligne la sévérité des jugements des citoyens du Mali. Le pourcentage de victimes y est plutôt limité comparé au cas de l'Ouganda ou de la Côte d'Ivoire.

### Le poids de la corruption est plus marqué chez les plus pauvres au Burundi

L'incidence de la corruption augmente avec le revenu. Si 3 % des adultes membres du quintile le plus pauvre ont été touchés (personnellement ou via leur ménage), cette proportion ne cesse de croître pour atteindre 5 % dans le quintile le plus riche (Tableau 7). Il convient cependant de tenir compte

des citoyens qui n'ont pas eu recours aux services publics, ou plus globalement n'ont pas été en contact avec des fonctionnaires (17 % du total, 20 % du quintile le plus pauvre). Les raisons de cette exclusion sont complexes et contradictoires : sous-développement et manque de moyens de l'administration qui n'arrive pas à couvrir les besoins des administrés, d'un côté ; pauvreté des ménages qui n'ont pas les moyens (financiers et en temps) d'entreprendre des démarches ; mais aussi inefficacité et corruption qui peuvent conduire certains groupes, tout particulièrement les plus pauvres, à éviter les contacts avec les services publics.

Malgré une incidence et un montant moyen plus faibles, la ponction de la corruption affecte d'abord les plus pauvres. En effet parmi les victimes, les ménages du quintile le plus pauvre ont dû verser 3,8 % de leur revenu à des fonctionnaires indécents, contre 2,5 % pour le quintile le plus riche (et entre 1 % et 2 % pour les quintiles intermédiaires). Enfin, au total, ce sont 4,4 milliards de FBU (Francs Burundais) qui ont été détournés par la petite corruption au Burundi au cours des douze mois précédant l'enquête.

Tableau 7:

### Incidence et coût de la corruption suivant le niveau de dépenses de ménages au Burundi

% de victimes (personnellement ou un membre du ménage)	Total	Quintiles de dépenses par unité de consommation/t				
		1 <sup>er</sup> quintile	2 <sup>ème</sup> quintile	3 <sup>ème</sup> quintile	4 <sup>ème</sup> quintile	5 <sup>e</sup> quintile
<b>Incidence</b> (population totale)	<b>3,7</b>	2,9	3,5	3,4	3,9	4,5
<b>Sans contact avec l'administration</b>	<b>16,6</b>	20,5	15,8	14,9	16,7	15,9
<b>Incidence</b> (population touchée)	<b>4,4</b>	3,7	4,1	3,9	4,6	5,4
En 1000 FBU (annuel)						
<b>Montant moyen</b> (ménages touchés)	<b>57,4</b>	28,5	26,0	17,9	25,4	126,7
<b>Montant médian</b> (ménages touchés)	<b>10,0</b>	7	10	5	5	20
<b>% dépenses</b> (ménages touchés)	<b>2,1</b>	3,8	1,8	1,1	1,1	2,5

Source : ECVMB 2014, module GPS-SHaSA, ISTEEDU ; calculs des auteurs.

Note : la question est formulée comme suit : Avez-vous payé un pot-de-vin, donner un cadeau à un fonctionnaire lors de démarches administratives au cours des 12 derniers mois ?

FBU : Francs Burundais (1000 FBU=0,58 euros).

### L'insécurité : expériences et perceptions

La paix et la sécurité participent *per se* à la dignité et à l'épanouissement de chaque individu tout en étant une condition du développement des pays. L'ODD 16 porte sur la promotion de l'avènement de sociétés pacifiques. Parmi les cibles figure la réduction de toutes les formes de violence. Pourtant, la majorité (57%) des habitants du Burundi et la moitié de ceux de la Côte d'Ivoire et du Mali sont préoccupés par les risques de violences d'ordre criminel dans leur vie quotidienne (Figure 11). On retrouve ce même sentiment d'insécurité, à des degrés assez similaires, chez les hommes comme chez les femmes. Le fait que les urbains soient plus nombreux à s'inquiéter des menaces tend à laisser croire que les risques sont

plus élevés en ville relativement à la campagne. Toutefois, le sentiment d'insécurité n'est pas forcément lié à l'insécurité réelle. En accordant une importance démesurée à des incidents criminels exceptionnels, les médias peuvent créer et entretenir un sentiment de psychose. Il est donc important de mesurer l'expérience réelle des citoyens : dans quelle mesure la population a été effectivement confrontée à des situations de violence.

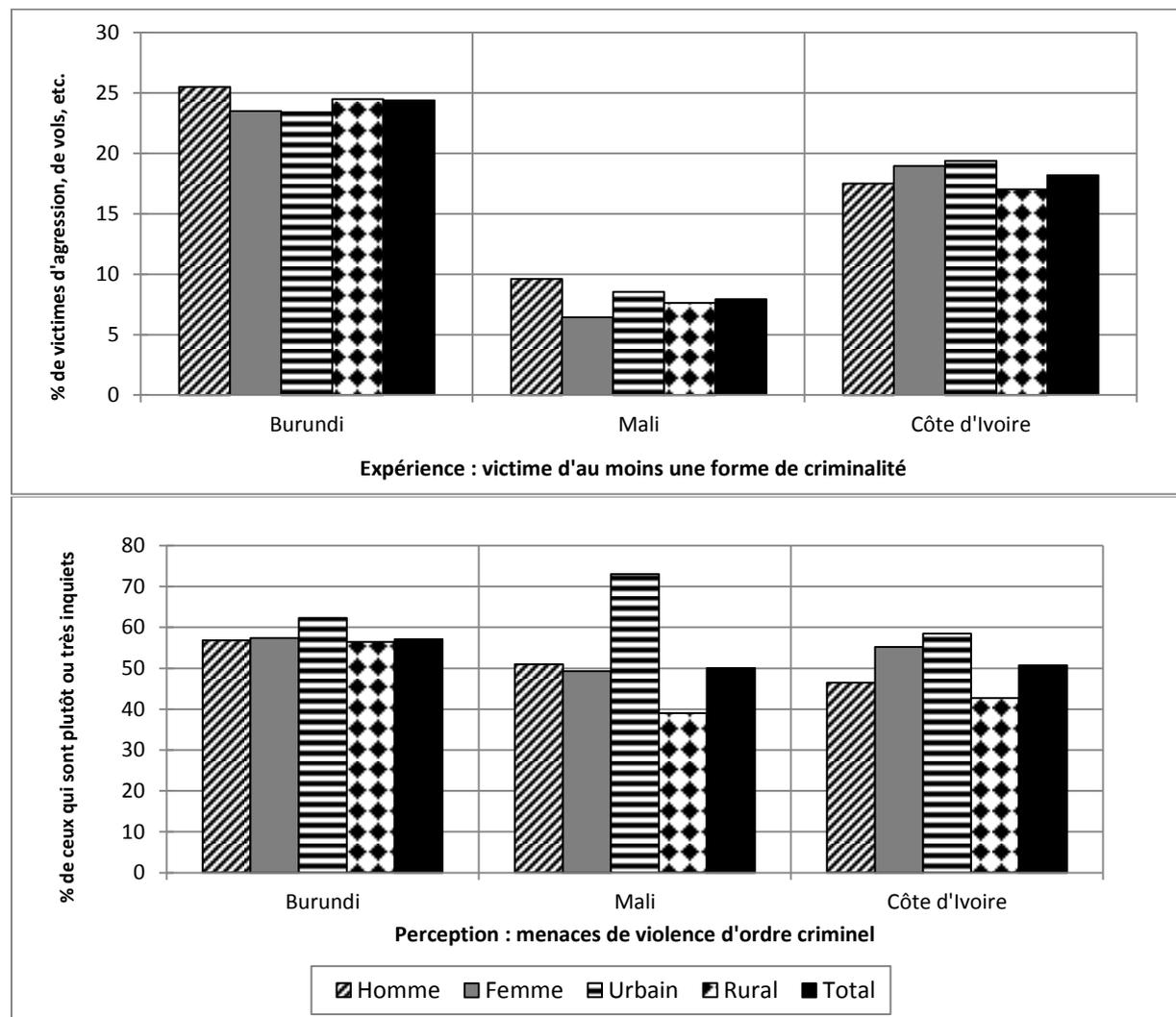
Si le degré de perception des menaces est du même ordre dans les trois pays, les profils sont très différenciés lorsqu'on se réfère au vécu de la population. Le Burundi se démarque avec un taux élevé de victimes. Au total près d'un adulte sur quatre (24 %) au Burundi, 18% en Côte d'Ivoire et « seulement » 8% au Mali, ont été victimes d'une

agression ou d'un vol au cours de l'année précédant les enquêtes. Nous observons de nouveau ici l'impact du contexte spécifique du Mali sur la perception des habitants : la violence d'ordre

criminel reste circonscrite cependant le sentiment d'insécurité est répandu, en particulier en milieu urbain.

Figure 11 :

**Expérience et perception de la violence d'ordre criminel**



Sources : modules GPS-SHaSA, 2014/2015, Instituts Nationaux de la Statistique ; calculs des auteurs.

**Un système d'alerte précoce ? Le cas du Mali (2014-2015)**

Les modules GPS permettent d'établir un diagnostic détaillé de la situation politico-économique en vigueur dans un pays. En particulier, ils offrent de nombreuses possibilités pour éclairer d'éventuelles zones de tensions voire de fractures à l'œuvre. La taille importante des échantillons enquêtés (comparée aux enquêtes alternatives dans ce domaine) autorise une désagrégation plus fine des phénomènes, notamment à l'échelle infra-nationale, ou entre sous-catégories de la population. A titre d'exemple, une étude réalisée sur la question ethnique en Côte d'Ivoire au début des années 2000 montrait que si

en moyenne les mécontentements populaires ne semblaient pas plus marqués que dans d'autres pays de la région où des enquêtes similaires avaient été menées, en revanche les positions y étaient beaucoup polarisées et antagoniques suivant l'appartenance ethnique et régionale (Roubaud, 2003). Quelques mois après l'enquête, la situation dégénérait en une guerre civile qui déboucha sur la partition du pays entre le Nord et le Sud pour une décennie. La prise en compte plus rapide des résultats des enquêtes GPS aurait sans doute permis de tenter de désamorcer cette situation explosive.

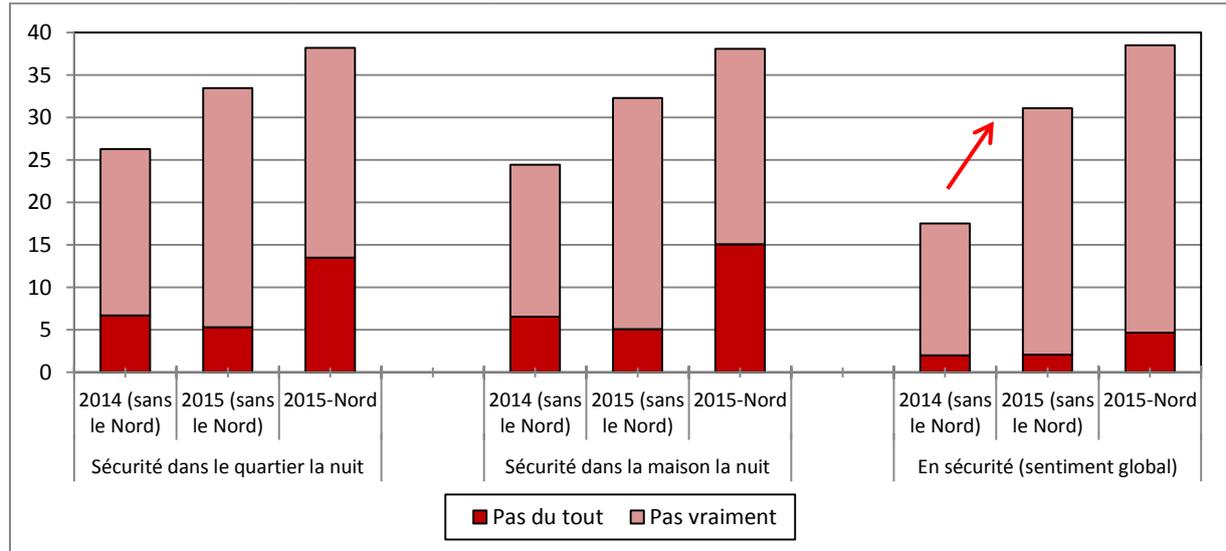
Bien évidemment, si le pas de temps des enquêtes statistiques, même légères, n'est pas celui de l'actualité et de l'immédiateté. Néanmoins, exploiter à temps, les modules GPS peuvent être

mobilisés comme indicateurs avancés, voire servir de système d'alerte précoce ; par exemple pour diagnostiquer la dégradation de la situation en matière de gouvernance ou de sécurité. A titre d'exemple, les deux vagues d'enquêtes GPS successives au Mali (2014 et 2015) est une bonne illustration de l'usage potentiel qu'on peut faire de l'institutionnalisation d'enquêtes GPS périodiques. Ainsi, le sentiment d'insécurité a sensiblement

augmenté en un an. Tous les indicateurs sont à la hausse (Figure 12). Alors qu'en 2014, 17% de la population adulte affirmaient se sentir en insécurité (totale ou partielle) au quotidien, cette proportion a presque doublé en 2015 (31%) ; la montée de l'insécurité perçue se manifeste à tous les niveaux : à la maison ou dans la rue, de jour comme de nuit.

Figure 12 :

**Evolution du sentiment d'insécurité au Mali entre 2014 et 2015**



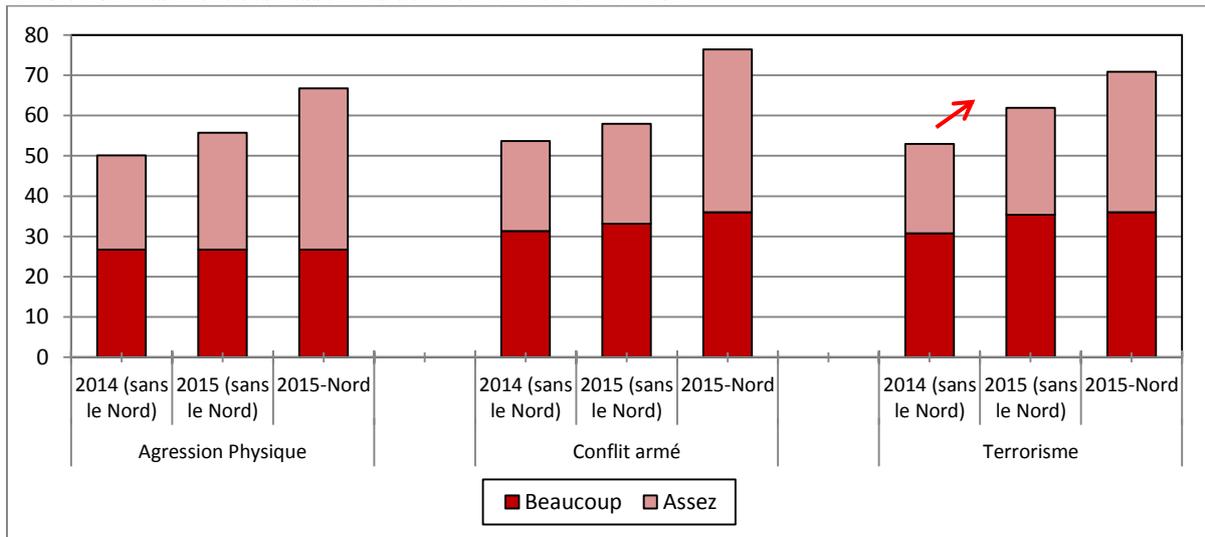
Sources : Enquêtes EMOP, Modules GPS-SHaSA, 2014 & 2015, INSTAT, Mali ; calculs des auteurs.

Note : Le Nord comprend les trois provinces de Tombouctou, Gao et Kidal. Cette dernière n'a pas pu être enquêtée pour des raisons de sécurité.

La montée du sentiment d'insécurité dans la vie de tous les jours est également perceptible au niveau du pays tout entier. Ainsi, la proportion de ceux qui considèrent qu'il existe une menace de conflits armés passe de 54% à 58% (Figure 13). Mais c'est la perception de la menace terroriste qui augmente le plus (+ 9 points de pourcentage, de 53% à 62%). De façon très révélatrice, la situation dans les provinces du Nord de Tombouctou et Gao qui n'avaient pas été enquêtées en 2014, est en 2015 nettement plus dégradée du point de vue sécuritaire que dans le reste du pays. Par exemple, alors que 31% se déclarent en insécurité au Sud, ils sont 39% au Nord. Plus alarmant, la crainte de conflits armés touchent 58% des habitants du Sud, mais plus des trois quarts de ceux du Nord (76%). On peut gager que la situation aurait été encore pire si l'enquête avait pu être menée dans la province de Kidal.

L'utilisation en système d'alerte précoce n'est pas le seul, ni même le principal usage qu'on peut faire des enquêtes. Nous avons déjà pu illustrer plus haut l'intérêt des données recueillies pour établir un état des lieux de la situation en matière de gouvernance, de paix et de sécurité dans un pays. Le diagnostic sera d'autant plus riche si on peut disposer de comparateur (données d'une année antérieure, voire une série temporelle ; résultats dans d'autres pays comparables). Mais la portée des enquêtes va au-delà de l'objectif de suivi régulier d'indicateurs, elle peut concrètement contribuer à l'élaboration de stratégie dans des situations de crise. Ainsi, du point de vue analytique, nous avons par exemple pu montrer que les données de l'enquête GPS-SHaSA au Burundi permettent d'éclairer les soubassements de la crise de succession lorsque le président Nkurunziza a décidé de se présenter pour un troisième mandat en 2015 (Bigangara et alii, 2015).

Figure 13 :  
Evolution des menaces ressenties au Mali entre 2014 et 2015



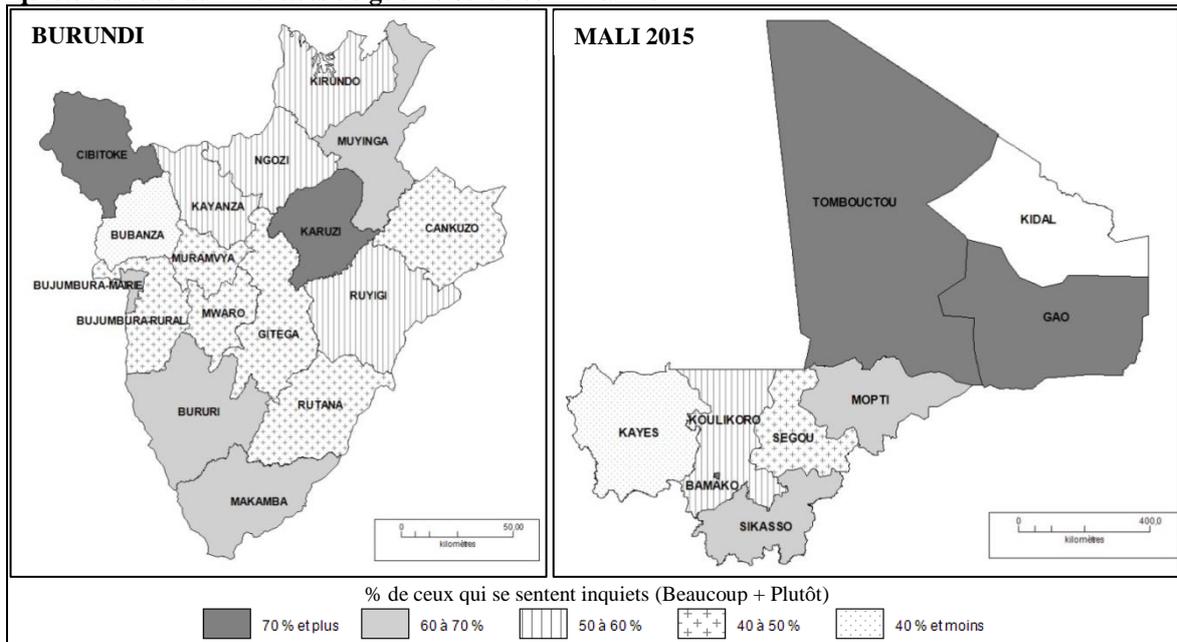
Sources : Enquêtes EMOP, Modules GPS-SHaSA, 2014 & 2015, INSTAT, Mali ; calculs des auteurs.  
Note : Pour la définition du « Nord », voir figure 12.

### Un diagnostic fin au niveau infra-national

Parmi les mille et un usages analytiques des modules GPS-SHaSA, nous en relèverons ici un dernier qui nous paraît particulièrement important. Etant donnée la taille des échantillons qui comptent plusieurs milliers d'individus (voire plusieurs dizaines de milliers ; Tableau 3) il est possible de procéder à des analyses d'une très grande finesse en désagrégeant la population en de nombreux groupes et sous-groupes. Ce niveau de détail est hors de

portée de toutes les autres enquêtes existantes sur la thématique. En dehors d'un ciblage de précision en termes de catégories socio-économiques, le module GPS-SHaSA offre la possibilité de décomposer les résultats à un niveau infra-national. Cette perspective est particulièrement appréciable compte tenu du fait que dans de nombreux pays, la situation est hétérogène, souvent sur une base régionale, et que pour certains problèmes les politiques de gouvernance sont plus appropriées au niveau local qu'à l'échelle du pays tout entier.

Figure 14 :  
Inquiétudes face aux menaces de guerre ou de conflit armé



Sources : modules GPS-SHaSA, 2014/2015, Instituts Nationaux de la Statistique, calculs des auteurs.

La figure 14 montre par exemple pour deux pays où la situation en termes de stabilité socio-politique et de sécurité est fragile (le Mali et le Burundi) qu'il est possible d'identifier les régions où les menaces de conflit sont les plus ressenties au moment de l'enquête. Sans entrer dans une analyse détaillée de l'histoire des provinces et de leurs spécificités, on retrouve pour le Burundi les régions qui ont été les plus touchées par des combats, et qui sont également parmi les plus pauvres du pays. Pour le Mali, la perception de la population vient confirmer la gravité et l'étendue des conflits dans les provinces du Nord du pays (même si on ne dispose pas des données dans la province de Kidal, l'enquête n'ayant pas pu être menée dans cette zone).

---

## Conclusion

---

Dans cet article, nous nous sommes attachés à présenter une méthode originale de mesure de la gouvernance, la paix et la sécurité, à savoir la greffe de modules GPS sur des enquêtes socio-économiques auprès des ménages conduite par la statistique publique. Si l'approche a déjà été expérimentée, notamment à l'instigation des auteurs, dans le passé, elle innove dans plusieurs directions. En premier lieu, elle intègre pour la première fois la dimension gouvernance, déjà partiellement balisée, et celle sur la paix et la sécurité, à ce jour nettement moins explorée. En second lieu, le cadre dans lequel s'inscrivent ces enquêtes statistiques est exceptionnel et représente un atout majeur. Pour la première fois, les enquêtes GPS sont insérées dans un dispositif global qui permet d'envisager leur institutionnalisation à tous les niveaux : national, sous-régional et surtout continental. La création en 2015 du *Groupe de Praia*, chargé par la Commission Statistique des Nations Unies de coordonner la réflexion sur les statistiques GPS, offre même une perspective mondiale. Directement issu de l'initiative *GPS-SHaSA*, le *Groupe de Praia* est une occasion unique de conforter un véritable leadership africain en matière de statistiques GPS.

L'intérêt suscité par la thématique explique l'enthousiasme qui a poussé plus de dix INS à se lancer dans la collecte de données d'enquête en un temps aussi court et quasiment sans ressources financières additionnelles. Peu d'autres programmes d'enquêtes peuvent se targuer d'un tel engouement. Mais le succès est également confirmé *ex post*. Les premiers enseignements méthodologiques tirés de ces enquêtes montrent la viabilité statistique de l'approche, à tous les niveaux de la chaîne d'enquête : qualité des estimateurs, qui se comparent avantageusement avec les indicateurs plus traditionnels, coûts, utilité potentielle des résultats. Ce travail de diagnostic

demande bien sûr à être approfondi et confirmé, tant par des analyses plus détaillées avec les données existantes à mesure qu'elles seront rendues accessibles, mais aussi et surtout par l'extension des enquêtes à de nouveaux terrains. Parmi les défis à relever, on peut souligner : la finalisation d'un questionnaire stabilisé prenant en compte notamment la liste finale des indicateurs de l'ODD 16. Mais au-delà des questions techniques (sondage, contenu), la plus grande difficulté à surmonter viendra en aval : l'accès des utilisateurs aux bases de données ou encore la diffusion et l'utilisation des résultats, avec les possibles censures politiques, dont l'exemple burundais est une manifestation emblématique<sup>22</sup>.

A l'heure de consolider la méthodologie et de généraliser son application au niveau du continent africain, on ne peut que se féliciter du chemin parcouru depuis la première enquête du genre réalisée à Madagascar en 1995. On ne doit pas oublier néanmoins que ce pari fait à l'époque, et aujourd'hui en passe de réussir, était loin d'être gagné. D'un point de vue méthodologique bien sûr : rien ne garantissait que les enquêtés allaient oser répondre et que leurs déclarations seraient sincères et robustes. Mais cette prise de risque n'aura rien été à côté des réticences institutionnelles et des statisticiens eux-mêmes. Ce qui paraît aujourd'hui presque simple et d'évidence, a dû faire face à des résistances de tous les instants. Cette expérience montre que pour faire accepter une innovation, qui plus est jugée politiquement sensible, il ne suffit pas de faire la démonstration de sa pertinence technique ou œuvre de persévérance, même si l'accumulation de deux décennies de preuves empiriques accumulées a joué un rôle dans son acceptation. Dans le cas d'espèce, le revirement de l'environnement international avec la montée en puissance des questions GPS (*momentum*), et le hasard des rencontres individuelles ont joué un rôle au moins aussi important que la validité scientifique des instruments proposés. D'ailleurs, même si l'initiative *GPS-SHaSA* peut être considérée comme un succès à ce stade, le combat est encore loin d'être gagné, comme le montre par exemple la discussion en cours sur la nécessité (contesté) de disposer d'indicateurs basés sur les enquêtes pour suivre l'ODD 16 (*DIAL et alii*, 2015).

Bien qu'elles soient encore en cours, donc qu'il est risqué de préjuger de leur aboutissement, nous restons convaincus que les deux initiatives vont faire la différence à trois niveaux. D'abord, elles doivent permettre de repousser les frontières de la statistique. Il y a encore quelques années, la mesure de la gouvernance par voie d'enquêtes semblait un

---

<sup>22</sup> Il était difficile de diffuser les premiers résultats des modules GPS au moment de la crise politique (début 2015) au Burundi, alors qu'ils apportaient un éclairage utile pour saisir le point de vue de la population.

horizon inaccessible, voire n'était même pas envisagée. Cette percée sur le front méthodologique dans le domaine de la recherche en statistique, n'est pas seulement théorique : elle a déjà des retombées opérationnelles en matière de suivi des politiques de développement, et en particulier des ODD. Ensuite, ce nouveau matériau empirique va aider à faire progresser la compréhension des mécanismes de développement, notamment l'articulation entre la gouvernance au sens large (participation sociale et politique, confiance dans les institutions, corruption, etc.) et les conditions de vie des ménages ; à mieux comprendre également les interactions entre les perceptions, les valeurs et les

aspirations, par nature subjectives et les expériences objectives vécues par les individus. Enfin et pas le moindre attendu, on peut légitimement penser que la mise à disposition d'informations fiables au plus grand nombre constitue un puissant facteur pour promouvoir la gouvernance démocratique dans les PED et dans le monde en général. Dans ce registre, l'inversion des flux de « transferts méthodologiques » du Sud vers le Nord, et spécifiquement de l'Afrique vers le reste du monde, est en soit un facteur de meilleure gouvernance globale, dans le sens monde multipolaire et moins inégal.

### Références bibliographiques

**Acemoglu D., Robinson J. (2005)**, *Economic Origins of Dictatorship and Democracy*, Cambridge University Press, Cambridge.

**Acemoglu D., Robinson, J.A. (2012)**, *Why Nations Fail: The Origins of Power, Prosperity and Poverty*, Profile Books, Londres.

**Arndt C., Oman C. (2006)**, *Uses and Abuses of Governance Indicators*, OECD Development Centre, Paris.

**AUC, UNECA (2014)**, Report of the Specialized Technical Group on Governance, Peace and Security Statistics (STG-GPSS) of the Strategy for the Harmonisation of Statistics in Africa (SHASA), 1st Joint Session of the CoDG of NSO and the Statistical Commission for Africa, 8-12 December, Tunisia.

**CUA, CEA, BAD (2010)**, *Stratégie pour l'Harmonisation des Statistiques en Afrique (SHaSA)*, Commission de l'Union Africaine, Addis Abeba.

**Banque mondiale (2011)**, *Rapport sur le développement dans le monde 2011 : Conflit, Sécurité et Développement*, Banque mondiale, Washington D.C.

**Bigangara J., Niyu J., Razafindrakoto M., Roubaud F. (2015)**, *La situation socio-politique au Burundi vue d'en bas : état des lieux et aspirations citoyennes pour éclairer les stratégies de sortie de crise*, Policy Brief, DIAL, Paris.

**Bratton M., Mattes R., Gyimah-Boadi E. (2005)**, *Public Opinion, Democracy, and Market Reform in Africa*, Cambridge University Press, Royaume Uni.

**Cling J.-P., Razafindrakoto M., Roubaud F., eds (2003)**, *Les nouvelles stratégies internationales de lutte contre la pauvreté*, 2ème édition, Economica/IRD, Paris.

**Conseil Economique et Social (2014)**, *Rapport de Cabo Verde sur les statistique de la gouvernance de la paix et de la sécurité*, Nations Unies, Commission de Statistique, E/CN.3/2015/17, New-York.

**Dang Giang, Nguyen Thi Kieu Vien, Nguyen Thuy Hang, Razafindrakoto M., Roubaud F., Salomon M. (2011)**, *Youth integrity in Vietnam: Piloting transparency international's youth integrity survey*, Cecodes, DIAL, Live, and Learn Transparency International, Towards Transparency, Hanoi.

**De Milly H., (2015)**, « 17 Objectifs pour un but unique : un cadre de vie prospère et durable pour l'humanité : entretien », AFD, octobre. [<http://www.afd.fr/home/AFD/developpement-durable/les-objectifs-de-developpement-durable/entretien-avec-hubert-de-milly>]

**ECA (2005)**, *Striving for Good Governance in Africa. Synopsis of the 2005 Africa Governance Report*, Economic Commission for Africa, Addis Abeba.

**Ferrín M., Kriesi H., eds. (2014)**, *How Europeans View and Evaluate Democracy. Comparative Politics*, Oxford University Press, Oxford & New-York.

**Fukuyama F. (1992)**, *La fin de l'Histoire et le Dernier Homme*, Flammarion, Paris.

- Herrera J., Razafindrakoto M., Roubaud F. (2008)**, « Poverty, Governance and Democratic Participation in Francophone Africa and the Andean Region », *OECD Journal on Development*, 9(2), pp.99-118.
- Herrera J., Razafindrakoto M., Roubaud F. (2007)**, « Governance, Democracy and Poverty Reduction: Lessons drawn from household surveys in sub-Saharan Africa and Latin America », *International Statistical Review*, 75(1), pp.70-95.
- Knack S. (2007)**, « Measuring Corruption: A critique of Indicators in Eastern Europe and Central Asia, *Journal of Public Policy* », 27(3), pp.245-291.
- Kaufmann, D., Kraay, A., Mastruzzi, M. (2006)**, « Measuring Governance Using Perceptions Data », in Rose-Ackerman S., éd, *International Handbook on the Economics of Corruption*, Edward Elgar Publishing, Cheltenham et Northampton.
- Kaufmann, D., Kraay, A., Mastruzzi, M. (2007)**, « Answering the Critiques », *World Bank Policy Research Working Paper*, No. 4149.
- Kaufmann D., Kraay A., Mastruzzi M. (2010a)**, « The Worldwide Governance Indicators: Methodology and Analytical Issues », *World Bank Policy Research Working Paper* No. 5430.
- Kaufmann D., Kraay A., Mastruzzi M. (2010b)**, « Response to: What Do the Worldwide Governance Indicators Measure », *European Journal of Development Research*.
- Kurtz M., Schrank A. (2007)**, « Growth and Governance: Models, Measure, and Mechanisms », *Journal of Politics*, 69(2), pp.538-554.
- Laberge M. (2014)**, *Harmonization of Governance, Peace and Security in Africa: Infographics*, AUC, UNDP.
- Laberge M., Orkin M., Roubaud F. (2015)**, « Counting what counts: Africa's progress with harmonized official statistics on governance, peace and security », *Document de travail DIAL*, No 2015-20, Paris.
- Langbein, L.; Knack, S. (2010)**, « The Worldwide Governance Indicators: Six, One, or None? », *Journal of Development Studies*, 46(2), pp.350–370.
- Mauro P. (1995)**, « Corruption and Growth », *Quarterly Journal of Economics*, 60(3), pp.681-712.
- Noman A., Botchew K., Stein H., Stiglitz J.E., éd. (2012)**, *Good Growth and Governance in Africa. Rethinking Development Strategies*, Oxford University Press, Oxford et New York.
- North D.C., Wallis J.J., Weingast B.R. (éd. (2010)**, *Violence et orders sociaux*, Editions Gallimard, Paris.
- North D.C., Wallis J.J., Webb S., Weingast B.R. (éd. (2012)**, *In the shadow of Violence. Politics, Economics, and the Problem of Development*, Cambridge University Press, Cambridge et New York.
- OCDE (2011)**, *Comment va la vie ? Mesurer le bien-être*, Éditions OCDE, Paris.
- Nations Unies (2013)**, *Pour un nouveau partenariat mondial : Transformation des économies par le biais du développement durable*, Rapport du Groupe de personnalités de haut niveau chargé du programme de développement pour l'après-2015, Nations Unies, New-York.
- Nations Unies (2014)**, *Un monde qui compte : mobiliser la révolution des données pour le développement durable*, Rapport du Groupe consultatif d'experts indépendants, Nations Unies, New-York.
- Nations Unies (2015)**, *Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030*, in *Projet de document final du Sommet des Nations Unies consacré à l'adoption du programme de développement pour l'après-2015*, Annexe, Assemblée générale 69ème session, A/69/L.85, Nations Unies, New-York.
- Orkin M., Razafindrakoto M., Roubaud F. (2015)**, *Governance, peace and security in Burundi, Mali and Uganda: Comparative NSO data for measuring Goal 16 of the SDGs*, *European Policy Brief*, Nopoor Project, DIAL, Paris.
- PNUD (2002)**, *Rapport sur le développement humain. Approfondir la démocratie dans un monde fragmenté*, De Boeck, Bruxelles.
- Razafindrakoto M., Roubaud F., Wachsberger J.-M. (2015)**, « L'île mystérieuse : une approche d'économie politique de la trajectoire longue de Madagascar », *Canadian Journal of Development Studies / Revue canadienne d'études du développement*, 36:3, pp. 397-415.
- Razafindrakoto M., Roubaud F. (2014)**, *Les deux modules harmonisés "Gouvernance" et "Paix et Sécurité" (à greffer sur des enquêtes socio-économiques auprès des ménages)*. Manuel d'enquête, CUA et PNUD, Addis Abeba.

**Razafindrakoto M., Roubaud F. (2010)**, « Are International Databases on Corruption reliable? A comparison of Expert Opinion Surveys and Household Surveys in Sub-Saharan Africa », *World Development*, August, 38(8), pp. 1057-1069.

**Razafindrakoto M., Roubaud F. (2006)**, « Governance, Democracy and Poverty Reduction: Lessons drawn from the 1-2-3 surveys in francophone Africa », *African Statistical Journal* Vol. 2, May, pp. 43-82.

**Razafindrakoto M., Roubaud F. (2005a)**, « Les pauvres, la démocratie et le marché à Madagascar : une analyse à partir de trois séries d'enquêtes auprès de la population malgache », *Revue d'économie du développement* 1/2005, pp.56-89.

**Razafindrakoto M., Roubaud F. (2005b)**, « Gouvernance, démocratie et lutte contre la pauvreté en Afrique : le point de vue de la population dans huit métropoles », Document de travail DIAL, DT-2005-18, Paris.

**Razafindrakoto M., Roubaud F. (2005c)**, « Gouvernance, Démocratie et Lutte contre la Pauvreté : Enseignements tirés des enquêtes 1-2-3 en Afrique francophone », *Statéco* No. 99, pp.117-141.

**Razafindrakoto M. et Roubaud F. (1996)**, « Ce qu'attendent les Tananariviens de la réforme de l'Etat et de l'économie », *Politique africaine*, No. 61, pp.54-72.

**Razafindrakoto M., Roubaud F. et M. Salomon (2011)**, Vietnam country analysis of the views and experiences of urban citizens, DIAL, Transparency International, Towards Transparency, Hanoi.

**Razafindrakoto M., Roubaud F., Wantchékon L. (2006)**, Gouvernance, démocratie et opinion publique en Afrique, *Afrique Contemporaine* No. 220, numéro spécial, 2006/4.

**Roubaud F. (2003)**, « La crise vue d'en bas à Abidjan : ethnicité, gouvernance et démocratie » *Afrique contemporaine* No. 206, été, pp. 57-86.

**Roubaud F. (2000)**, Identités et transition démocratique : l'exception malgache ?, L'Harmattan/Tsipika, Paris, Antananarivo.

**Rose-Ackerman S., éd. (2006)**, *International Handbook on the Economics of Corruption*, Edward Elgar Publishing, Cheltenham et Northampton.

**Saferworld, Open Society, DIAL, Geneva Declaration on AVD, IBP, Institute for Economics & Peace, Namati, Small Arms Survey, Transparency Initiative (2015)**, Monitoring Goal 16: the critical importance of survey-based indicators and people's opinion. Open Letter to the Inter Agency and Expert Group on SDG Indicators (IAG-SDG). <http://www.dial.ird.fr/>

**Stiglitz J.E., Sen A., Fitoussi J. (2009)**, Richesse des nations et bien-être des individus : Performances économiques et progrès social, Odile Jacob, Paris.

**Thomas M. (2009)**, « What Do the Worldwide Governance Indicators Measure? », *European Journal of Development Research*, 22(1), pp. 31-54.

**UNODC, UNECE (2010)**, UN Manual on Victimization Survey, United Nations Office On Drugs And Crime & United Nations Economic Commission For Europe, Geneva.

**UNODC, INEGI (2014)**, Crime Victimization Surveys: Trainer Manual, Center of Excellence, Mexico.

**Union Africaine (2014)**, Position commune africaine (PCA) sur le programme de développement pour l'après 2015, Union Africaine, Addis-Abeba, mars [[www.africa-union.org](http://www.africa-union.org)].

**Union Africaine (2014)**, Position commune africaine (PCA) sur le programme de développement pour l'après 2015, Union Africaine, Addis Abeba.

**UNSD (2014)**, Rapport de Cabo Verde sur les Statistiques de la gouvernance, la paix et la sécurité, Conseil économique et social, Nations Unies, New-York, décembre.

**UN (2013)**, Report of the High-Level Panel of Eminent Persons on the Post-2015 Development Agenda. A New Global Partnership: Eradicate Poverty and Transform Economies through Sustainable Development, United Nations, New-York.

### **Rapports analytiques nationaux des modules GPS-SHaSA**

**INS (2015)**, Rapport national sur l'état de la gouvernance, de la paix et de la sécurité en Côte d'Ivoire en 2015, Institut National de la Statistique, Abidjan.

**INSTAT (2014)**, L'état de la gouvernance, de la paix et de la sécurité au Mali en 2014. Rapport d'analyse du Module SHaSA-GPS, Institut National de la Statistique, Bamako.

**ISTEEBU (2014)**, L'état de la gouvernance, de la paix et de la sécurité au Burundi en 2014. Rapport d'analyse du Module SHaSA-GPS, Institut des Statistiques et Etudes Economiques du Burundi, Bujumbura.

**UBOS (2014)**, Governance, Peace and Security Report, Ugandan Bureau of Statistics, Kampala.

